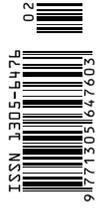


Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

2 YTL - 1,30 euro

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 9-10, Jan. - Fév. 2006

Un accès facile vers le monde entier: GeoPostYurtici...



www.geopostyurtici.com.tr



La gestion de crise



Erol Eren

Que peut apporter une crise bien gérée à un pays et à son économie dans le marché global ?

Page 13

Le parcours



Hüseyin Latif

Ses villes, ses journaux et son prochaine roman : «D'après toi, qu'est-ce que l'amour ?»

Pages 6-7

L'Eurasie



Akkan Suver

La fondation Marmara : du dialogue interculturel aux droits de l'homme et au statut de la femme.

Page 12

Il est de l'intérêt de l'Europe de pouvoir compter avec le grand pays qu'est la Turquie afin de mieux promouvoir ses valeurs et ses intérêts

Après la période de malentendus et d'incompréhensions dans les relations franco-turques ayant précédé la décision du 3 octobre portant ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE, où en sont les rapports France-Turquie ? Son Excellence Paul Poudade, Ambassadeur de France en Turquie, a bien voulu répondre à nos questions et faire le point sur la situation actuelle et à venir.

D'après vous, la France et la Turquie sont-elles deux nations semblables ou très différentes ?

Je crois que la Turquie et la France ont beaucoup de points en commun. Je suis frappé de voir le degré d'intimité qu'ont les intellectuels turcs avec la culture française,

littéraire ou politique et ce, même quand ils ne parlent pas le français. J'ai rencontré récemment à Istanbul Taha Akyol, un des plus grands commentateurs politiques du pays et la discussion a très vite porté sur Raymond Aron, dont il avait la plupart des livres, surlignés et commentés. Il m'a dit d'ailleurs travailler sur un nouveau projet de livre consacré aux nombreuses similitudes entre la Turquie et la France. Ces similitudes sont le fruit des intenses échanges intellectuels entre nos deux nations depuis la Révolution française. J'ai noté que, comme les Turcs, nous avons également souvent les mêmes réflexes de citoyens de vieux pays, fiers de leur histoire et de leur identité. Enfin, nous avons la même passion du débat à tous les niveaux de la société.

Comment peut-on qualifier les relations franco-turques ?

Les relations franco-turques n'ont jamais été ni ordinaires ni fades, mais toujours placées sous le signe d'une certaine passion. L'épisode que nous traversons aujourd'hui



Paul Poudade

n'échappe pas à cette règle. Mais il ne faut pas perdre de vue l'essentiel : la France a tenu ses engagements à l'égard de la Turquie en affirmant son soutien à l'ouverture des négociations le 3 octobre dernier et elle

(lire la suite page 9)

2006 : l'année de la francophonie

Comme annoncé par le président de la République, l'année 2006 sera celle de la francophonie. En effet, et le constat n'est pas difficile à faire, le français perd



Mireille Sadège

de son influence dans le monde. TV5, certes chaîne de très bonne qualité, est la seule chaîne de télévision francophone à audience mondiale, ce qui est très insuffisant pour une diffusion efficace de cette langue. Les pays francophones, au premier rang desquels la France, doivent faire davantage d'efforts afin d'offrir

(lire la suite page 12)



Mehmet Erbak : un homme actif dans une Turquie en marche

Rencontre avec Mehmet Erbak, Consul honoraire de France à Bursa. Brillant homme d'affaires, il est au centre de nombreuses institutions, notamment Tüsiad, qui œuvrent à l'intérieur du pays pour le progrès social et à l'extérieur pour une meilleure image de la Turquie. À la tête de la source d'eau minérale la plus ancienne de Turquie, Uludağ, il nous parle de sa société, de sa ville Bursa, des investissements français en Turquie et des relations franco-turques.



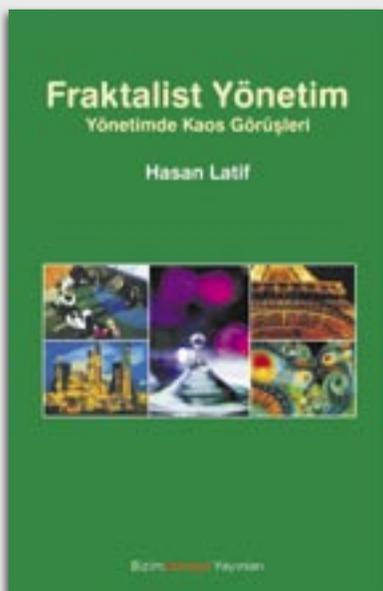
Mehmet Erbak

Pouvez-vous nous présenter le groupe Erbak-Uludağ ?

Notre domaine d'activité se divise en deux

sous-secteurs de boissons non alcoolisées : les boissons rafraîchissantes et les eaux minérales. Nous exploitons une source d'eau minérale naturellement gazeuse, la plus ancienne de notre pays. La première exploitation remonte à 1877. La source a toujours été exploitée par une famille en association avec des Français et des Italiens. Notre histoire familiale des eaux minérales naturelles date de 1930, lorsque mon grand-père entre en relations commerciales et industrielles avec la famille exploitant la source. Dans le cadre d'une première diversification, mon grand-père

(lire la suite page 16)



BizimAvrupa Yayınları
(+90) 216 550 22 50

Vers un rapprochement franco-américain ?



*Pascal Boniface

Les relations franco-américaines seraient-elles placées de nouveau sous le signe de la lune de miel, après le divorce pour faute que chacun réclamait à l'occasion de la guerre en Irak ? Après la réélection de George W. Bush, contre laquelle la grande majorité des Français – comme d'ailleurs la majorité de l'opinion publique mondiale – s'était virtuellement exprimée, on craignait le pire : Bush n'allait-il pas faire payer cher à Paris d'avoir pris la tête de la croisade contre la guerre en Irak ? Au lieu de cela, le président américain adopta un ton modéré et Condoleezza Rice, qui avait évoqué la nécessité de « punir la France » (tout en pardonnant à la Russie et en oubliant l'Allemagne) vint dès sa nomination faire une opération séduction à Paris. Mais le rapprochement franco-américain ne se limite pas à de simples opérations de communication bien ciblées. En effet, et ce de façon surprenante, c'est à propos du Proche-Orient – zone qui, de l'Irak au conflit israélo-palestinien, semblait tant opposer les deux nations – que ce rapprochement spectaculaire a eu lieu. Ce fut tout d'abord par le biais de la résolution 1559 (adoptée le 2 septembre 2004) enjoignant la Syrie de mettre fin à sa présence militaire et à son ingérence au Liban que le rapprochement franco-américain s'opéra dans un premier temps. Se trompant d'époque, la Syrie a

cru devoir réagir par l'assassinat en février 2005 de l'ancien Premier ministre Hariri, véritable père intellectuel de la résolution 1559 et ami très proche du président Chirac, le Liban étant par ailleurs un pays dont les liens avec la France sont multiples et historiques. Mal lui en a pris : cela a eu pour effet d'accélérer son retrait du Liban, l'enquête internationale mise en place par l'ONU étant remontée jusqu'à Damas. S'ensuivit une accentuation de la coopération entre Français et Américains qui ont déposé un projet de résolution commune devant le Conseil de sécurité de l'ONU demandant à la Syrie de coopérer pleinement à l'enquête de l'ONU, faute de quoi des sanctions seraient prises à son égard. Le 31 octobre, la résolution 1636 a été adoptée, sommant Damas d'arrêter tout Syrien soupçonné d'implication dans l'assassinat d'Hariri. La Syrie est nettement sous étroite surveillance. L'autre facteur de rapprochement franco-américain fut le dossier iranien. Face au programme nucléaire de l'Iran, soupçonné de comporter un volet militaire clandestin, Washington, dans un premier temps, déclara n'écarter aucune option – y compris militaire – pour régler le dossier. La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont proposé une médiation diplomatique. Les

États-Unis ont soutenu la démarche européenne, qui répondait aussi aux préoccupations américaines en intégrant notamment le fait que l'Iran ne devait pas procéder à l'enrichissement de l'uranium, ce qui n'est pourtant pas interdit par le Traité de non-prolifération. On peut penser aujourd'hui, que les propos répétés du président iranien Ahmadinejad sur sa volonté de voir Israël rayé de la carte vont accentuer le rapprochement franco-américain. En demandant qu'un pays membre de l'ONU soit rayé de la carte, l'Iran a justifié le fait de voir son programme nucléaire plus étroitement surveillé que celui des autres pays.

Sur l'Irak, Paris a choisi d'adopter un profil bas. Les Français ne veulent pas paraître se réjouir des malheurs des Américains en mettant en avant que toutes les mises en garde qu'ils avaient adressées pour écarter le recours à la guerre comme moyen de résoudre le problème irakien se sont révélées exactes. Chaque jour qui passe met un peu plus en lumière l'échec américain dans une guerre d'ores et déjà perdue. L'évolution de la situation stratégique donne raison aux dirigeants français. Ils

estiment que ce n'est donc pas la peine de le proclamer haut et fort.

Par ailleurs, le développement du terrorisme – même s'il y a divergence sur ses causes – est un sujet de préoccupation pour tous et pas seulement pour les peuples des États militairement présents en Irak.

Néanmoins, le rapprochement franco-américain a ses limites. Au-delà de la volonté de calmer le jeu, des divergences demeurent : Paris est toujours attaché à la création d'un État palestinien, alors que ce n'est pas une priorité du gouvernement Bush. Or l'on peut craindre qu'après le répit apporté par le retrait de Gaza, la violence ne reprenne là-bas faute de perspective d'une paix juste et véritable. Concernant le dossier syrien, la France se préoccupe du Liban, les États-Unis d'Israël et du contrôle de la frontière avec l'Irak. La France aimerait réintégrer l'Iran dans la communauté internationale, les États-Unis souhaitent l'en exclure. La France se soucie de lutter contre les causes – du terrorisme, les États-Unis privilégient ses effets et les réponses militaires. On peut dire que Paris et Washington dorment dans le même lit proche-oriental, mais font des rêves différents.

*Pascal Boniface est Directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (www.iris-france.org). Il vient de publier « Vers la 4^e Guerre mondiale » (Armand Colin).

Le rapprochement franco-américain a ses limites. Au-delà de la volonté de calmer le jeu, des divergences demeurent.

L'empreinte de Byzance à Istanbul



*Sühendan İlal

Depuis Kadıköy, appelé à l'époque de Byzance Khalkedon, on a une vue sur cette ville d'Istanbul qui a su rester une capitale pendant un millénaire. Nous y voyons encore les coupes et les minarets de la célèbre Sainte-Sophie, même après la dense période ottomane et l'urbanisation démente de l'Istanbul républicaine. Demandons-nous alors où en est cette métropole aujourd'hui...

L'Anatolie, appelée par les historiens la Petite Asie, a accueilli de nombreuses cultures depuis 5000 av. J.C. La culture byzantine a marqué cette région pendant tout le Moyen Âge. Mais, malheureusement, les cultures qui l'ont suivie, tout en se développant dans la richesse qu'elles héritaient, l'ont négligée pour assurer leur existence et leur maintien. Pourtant, Byzance, devenue capitale de l'Empire romain d'Orient – sous le nom de Constantinople – en 324 ap. J.C. quand l'Empire romain s'est divisé en deux, même si elle fut tout d'abord une porte commerciale pour l'Occident, a nourri sa langue et sa littérature de l'Anatolie. Artistiquement, un amalgame de la culture et des goûts grecs avec ceux des anciennes civilisations

d'Anatolie s'est formé.

Dans l'art byzantin, le style de la capitale s'est toujours démarqué du style anatolien. Lorsque nous regardons la culture byzantine d'Istanbul, nous voyons un style riche et somptueux. C'est un style lié aux anciennes traditions, tout en finesse, riche et chatoyant. La principale porte des murailles de Byzance est la Porte d'Or, construite au V^e siècle par Théodose. Si vous arrivez à Istanbul en venant de l'aéroport, les murailles de la ville vous accueilleront. Elles comportent 96 tours. À côté des bâtiments religieux byzantins, nous pouvons voir des palais, des citernes, des monuments à la gloire des empereurs, et des aqueducs.

Le bâtiment religieux le plus renommé est bien évidemment Sainte-Sophie, qui a marqué toute l'apparence de l'Empire byzantin. Ses dimensions hors-normes pour une église et la hauteur de sa coupole continuent de surprendre ceux qui la visitent. Pendant la période ottomane, les sultans ont encore amélioré Sainte-Sophie. Si vous êtes curieux des

témoignages byzantins d'Istanbul, je vous conseille de commencer par le musée des mosaïques byzantines. À Istanbul, on peut voir une magnifique mosaïque longue de 90 mètres, en forme de tapis, autour de laquelle on a construit un musée, plutôt que de la déplacer. C'est réellement une œuvre d'art tout en finesse et en couleurs.

Un bon exemple d'église à coupole que l'on peut voir à Sultanahmet est l'ancienne église Saint-Serge et Saint-Bacchus, dénommée aussi la Petite Sainte-Sophie. Une autre église encore mérite d'être visitée, c'est l'église du monastère de saint Studios, dans le quartier de Yedikule. Ce bâtiment, connu aussi sous le nom de mosquée d'Ilyas Bey, s'est effondré lors d'un incendie et est dorénavant laissé à l'abandon.

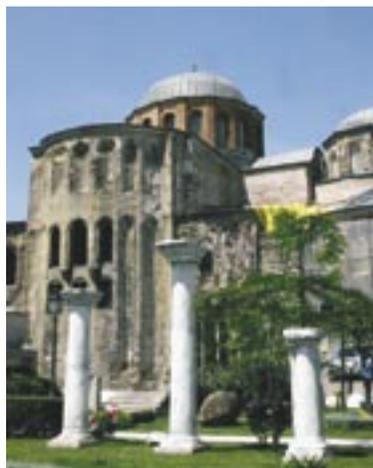
D'autres églises byzantines sont encore aujourd'hui utilisées comme mosquées : l'église du Monastère de Lips, bâtie au X^e siècle est visitée par les croyants sous le nom de mosquée de Fenari İsa. D'autres églises ont vu des cadenas sceller leurs portes et leur destin.

Les autres monuments



datant de Byzance, sont les voies d'eau. Byzance était approvisionnée en eau par les aqueducs. Elle était recueillie dans de grands bassins avant d'être distribuée dans toute la ville par voie souterraine. Les citernes, en grand nombre dans la cité, servaient de réserves d'eau, la plus grande étant la citerne de la Basilique, sur la place Sultanahmet. Lorsque l'on recherche à Istanbul, les souvenirs de Byzance il ne faut pas oublier les monuments et le palais de Blekerna. Nous devons absolument arrêter de voir Byzance comme les traces artistiques d'une période depuis longtemps oubliée, mais au contraire nous avons le devoir de faire vivre cette culture. Nous devons faire connaître Byzance aux jeunes, aux nouveaux Stambouliotes. Même si les autorités culturelles se défont peu à peu de leur peur d'exposer des œuvres byzantines, beaucoup d'efforts restent encore à faire. Voilà tout ce que je pense quand, depuis Kadıköy, je vois Byzance...

*Yrd. Doç. Dr. Sühendan İlal Enseignant à l'Université de Beykent



Il se bat pour un média libre et indépendant



Rencontre avec Tuncay Özkan, le journaliste et fondateur de la chaîne de télévision Kanaltürk. Il milite pour la diversité dans l'information et son objectif est de communiquer la vérité au peuple turc. Que pense-t-il des médias et qu'est-ce qui le révolte ? Comment juge-t-il la situation politique actuelle en Turquie ? Quelles sont les valeurs pour lesquelles il se bat ?

Pourquoi et comment Kanaltürk a-t-elle été fondée ? Quelle est sa politique ?

L'objectif de la création de Kanaltürk est de mettre en place un média alternatif. Sinon, il n'existerait plus en Turquie d'autres médias que ceux créés suivant la mentalité d'Hollywood, mis en place définitivement dans les années 1980. Cela signifierait un seul son, une seule couleur, comme un repas n'ayant qu'une saveur. On finit par ne plus en vouloir ! Je compare cette situation à un marécage. La plus blanche des orchidées d'un marais boueux, finit, en se nourrissant de ce marécage, à lui ressembler et perdre sa beauté et son intérêt. Quand nous avons fondé cette chaîne, nous étions 57. Maintenant nous sommes 200. Ensemble, nous avons voulu sortir du marécage!

L'important est que le peuple de Turquie puisse, lorsqu'il doit prendre une décision, avoir accès à des informations vraies et à différents points de vue. Ceci n'existe plus dans notre pays. Les médias turcs sont parvenus à anéantir toute diversité dans l'information. Allumez la télévision, vous verrez toujours les mêmes personnes disant toujours les mêmes choses... Même si les visages changent parfois, les mots restent les mêmes. Prenons par exemple le sujet de l'Union européenne : l'UE est magnifique, superbe. N'a-t-elle donc pas de côtés négatifs ? Faut-il ne pas en parler ? Les Français ont dit « non » à la constitution européenne, sont-ils stupides pour autant ? Les Français ont exprimé leur souhait d'une meilleure Europe. Les médias tout-puissants en Turquie verrouillent l'information toujours dans le même sens. Et, aujourd'hui, cela ne vient plus uniquement du privé. Des organes de presse sont sous le contrôle de l'État ou des holdings. Le besoin d'un média libre et indépendant, travaillant pour le peuple, était ressenti, et c'est ce que nous avons essayé de faire. Voilà notre philosophie, notre objectif.

Notre volonté est donc de devenir un organe d'information privé et de communiquer la vérité à la Turquie. Les médias sont aujourd'hui très importants dans le destin des nations et de leurs populations. Mais ils créent pour l'instant un véritable chaos dans les esprits avec leur vision monopolistique. À cause de cette vision, les gens ne connaissent pas la vérité sur un sujet, on les occupe avec des aspects secondaires.

Vous avez endossé des fonctions impor-

Les médias tout-puissants en Turquie verrouillent l'information toujours dans le même sens.

tantes dans les médias, que ce soit en tant que journaliste ou directeur, et vous avez travaillé dans différents groupes pendant des années... Les médias turcs sont-ils corrompus ?

Si vous me demandez « mais que pensiez-vous quand vous étiez dans ce système ? », je vous répondrai que j'ai toujours recherché, là où j'ai travaillé, à faire la différence, à changer l'esprit des médias. Mais j'ai toujours été critiqué.

Le problème le plus important est la ligne de séparation entre patron et employés, qui est mal tracée. Il est illusoire d'attendre que les médias s'améliorent dans un contexte où les gens travaillent pour trois sous, ne reçoivent aucune formation interne et ne sont pas syndiqués. Ici, les journaux et les programmes de télévision sont préparés en fonction des souhaits du patron. Il n'a même plus à prendre la peine d'appeler tous les jours, les lignes générales sont devenues claires, répétitives. Ce système

vicié doit changer. Les médias sont reliés directement à Ankara, car tous les patrons quémangent du travail à Ankara. Je mets au défi un patron de dire le contraire. Nous cherchons à faire la différence à ce niveau-là.

Si un gouvernement ne peut supporter l'opposition, il n'est pas légitime. On ne peut parler de démocratie ou de république avec un gouvernement sans opposition, et ce quel que soit le système.

Le peuple turc est-il, comme on le dit, « inconscient » ? Dans quel type de différenciation sociale se trouve-t-il ?

Je suis un journaliste populiste. Le peuple turc prendrait toujours les bonnes déci-

sions, si on lui donnait les bonnes informations. Vous pensez que Recep Tayyip Erdoğan et ses amis ont été élus parce qu'ils étaient performants ? Non, c'est tout simplement parce que leurs prédécesseurs n'ont laissé aucune alternative, aucun autre choix. Et les gens se sont raccrochés à ce qu'ils avaient devant eux. Vous ne pouvez accuser le peuple pour ses décisions.

Pouvez-vous nous donner votre analyse de la situation politique actuelle en Turquie ?

Le gouvernement actuel a élimé, voire détruit, les désirs de grandeur et les profits nationaux de la Turquie. À mon avis, il faut s'en débarrasser immédiatement. De plus, il ne faut pas laisser la politique étrangère aux mains de gens issus d'écoles de formation d'imams, il faut la donner aux diplomates. Car tout évolue à l'encontre de la Turquie. Le problème de Chypre doit être résolu au plus vite, et de nouveaux axes de collaboration doivent être mis en place avec les États-Unis.

Comment voyez-vous l'avenir ? Êtes-vous désespéré ?

Pensez donc ! Cette chaîne de télévision est justement la voix de l'espoir ! Quelqu'un de désespéré investirait-il son argent dans un tel projet ? Je suis l'espoir de ce pays. Personne ne peut m'enlever mon amour pour ma patrie, le désir de rendre heureux les gens de mon pays, le rêve de rendre à ce dernier sa grandeur d'antan. Nous ne pouvons rendre les gens égaux dans la pauvreté ; c'est dans l'opulence que nous devons le faire. Le seul obstacle à cela est notre chaos intérieur. Pour remédier à cela, il faut le retour d'une autorité centralisée puissante.

Propos recueillis par Hüseyin Latif et Bilge Demirkazan, journaliste

Uğur Hüküm : un ardent défenseur de la culture turque en France

Né à Istanbul, il est journaliste et responsable du bureau turc de Radio France Internationale (RFI). Sociologue, membre actif de la presse, il n'en oublie pas d'être militant puisqu'il est aussi co-fondateur de la célèbre association Elélé. Il a aussi été membre de nombreux jurys et démontré son intérêt pour les arts visuels, cinéma et théâtre. Nous lui avons donc demandé de nous parler de son expérience quant au traitement de la Turquie dans les médias hexagonaux. Vaste sujet qui relève du défi... qu'il a accepté de relever.



Que pensez-vous de la couverture de la Turquie par les médias français ?

Les Français connaissent très mal la Turquie. J'ai moi-même souffert de la méconnaissance

du pays et de sa culture en Europe. Il existe pourtant une prétention française de

connaître la réalité turque. Hélas, elle est souvent basée sur des clichés, des préjugés. Les choses n'ont pas toujours été aussi difficiles. Avant la Seconde Guerre mondiale, il existait une véritable admiration française pour la Turquie. Cette image s'est brisée juste après la guerre en raison de ses relations avec l'Allemagne. Les problèmes islamistes, l'alliance avec les États-Unis n'ont fait que creuser davantage le fossé qui nous séparait. L'arrivée au pouvoir des partis démocrates a engendré une nouvelle rupture entre la France et la Turquie. Par conséquent, les médias se sont contentés de parler de la Turquie au travers des coups d'État, des actions politiques polémiques et des catastrophes, naturelles ou non.

Comment se manifeste cette méconnaissance ?

Prenons un exemple : Marc Sémou, journaliste à Libération, a écrit pendant des années des articles très critiques, et à juste titre, à l'égard de la Turquie. Pourtant, on sentait qu'il n'arrivait pas à dépasser, là encore, le côté clichés et préjugés. Depuis environ cinq ou six ans, le contenu de ses articles s'est adouci. La raison : il a fait plusieurs voyages en Turquie. La découverte du pays a changé son regard sur celui-ci.

Pourquoi y a-t-il si peu d'échanges entre les deux pays ?

Du côté français, je dirai que ce pays n'a pas mesuré l'influence réelle des médias. Les moyens sont limités. Cependant, les médias, la radio surtout, peuvent vraiment faire une grande différence en matière d'information, de connaissance des deux pays. Paradoxalement, les milieux d'affaires ont été précurseurs dans la découverte de la Turquie, même si leurs motivations sont plus mercantiles. Il faudrait réduire les ambitions et investir dans des supports ou des projets qui auraient un impact réel. Il ne faut pas nier non plus qu'il existe un manque de volonté de la part de la France. Soulignons aussi que le processus d'intégration oblige les têtes pensantes à s'intéresser à la réalité turque, ce qui va engendrer des changements.

Et du côté turc ?

Il faut être honnête. Les autorités turques sont très méfiantes envers tout ce qui vient de l'étranger. Elles se montrent assez opposées à la pénétration de certains médias sur leur territoire. On peut constater aussi une certaine forme d'arrogance de la part des Turcs. Quand on évoque l'introduction à notre culture, ils estiment que c'est aux autres de faire un effort pour se rendre intéressants. Cela ne suffit pas toujours. Prenez la réciprocité en France : l'ouverture de la culture turque aux Français est le résultat d'initiatives personnelles. Peu d'entre elles

ont été soutenues de façon officielle. Une personne comme Gayé Petek, la directrice d'Elélé, a grandement contribué à faire connaître la Turquie auprès de nombreux Français. On a souvent le sentiment que les Turcs n'ont pas la volonté de s'appliquer à modifier leur image.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Le début des négociations avec l'Union européenne a complètement changé la donne. La couverture médiatique de la Turquie s'est grandement améliorée depuis cinq ans. C'est quelque chose de positif, mais il existe encore une grande méfiance vis-à-vis des Turcs. François Mitterrand avait fait preuve de clairvoyance à son époque. Il pensait que la Turquie aurait un grand rôle à jouer dans l'avenir. Il avait déjà essayé de développer des relations plus étroites entre les deux pays surtout sur le plan culturel. Le débat actuel sur la candidature turque est positif dans le sens où il multiplie les échanges entre les deux pays, notamment au sein des universités. Les médias couvrent mieux et plus régulièrement l'actualité turque. Aujourd'hui, on cherche vraiment à comprendre la réalité de ce pays. Si les échanges se multiplient, c'est l'image de la Turquie qui va y gagner.

Propos recueillis par Mireille Sadège

L'ambassadrice de la vie turque à Paris : Serpil Varol



*Serpil Varol

Directrice de l'office du tourisme de la Turquie à Paris, elle nous fait part de ses projets et de ses actions visant à mieux faire connaître et à représenter la Turquie dans la société française, des difficultés et des défis à relever.

Comment présentez-vous l'image de la Turquie en France ?

Nous travaillons de différentes manières pour cela. Comme vous le savez, il existe, en France, de forts préjugés au sujet de la Turquie. Ceux qui connaissent la Turquie l'aiment beaucoup et en ont une opinion positive. D'autres personnes sont indécises, et ont de notre pays une vision ni positive ni négative. Notre objectif est, bien évidemment, d'apporter aux Français une meilleure connaissance de la Turquie, de son héritage culturel millénaire, de son peuple ouvert et accueillant et de son potentiel touristique formidable. Il ne s'agit pas d'une présentation uniquement touristique. Nous essayons aussi de rehausser l'opinion générale de la France sur notre culture. Lorsque nous sommes arrivés ici, la Turquie souffrait d'une image négative de pays bon marché.

Cela était peut-être dû à notre manque de présentation auparavant, mais aussi un peu à des politiques inefficaces. Nous avons donc mis en place une stratégie judicieuse. Les opérations traditionnelles de présentation du pays étaient déjà en place, comme des participations à différents salons ou diverses activités. Nous

avons décidé d'élargir leur contenu. Un de nos objectifs était de faire augmenter le nombre de personnes visitant la Turquie, mais aussi et surtout que ces personnes appartiennent à des catégories socioculturelles plus variées. La Turquie est tellement riche, que ce soit d'un point de vue naturel, historique ou culturel, qu'elle pourrait devenir un centre d'attraction important sur le marché mondial. Malheureusement, la Turquie a souffert, ces dernières années, d'événements dans le monde qui ralentissent ce développement touristique, que ce soit les attentats terroristes ou les guerres. L'image de la Turquie est atteinte lorsque sa situation géopolitique et la fréquence des cataclysmes naturels sont évoquées. Ceci retentit directement sur le développement du tourisme. La politique a aussi un rôle à assumer dans ces difficultés : les politiciens ont freiné le développement du tourisme en Turquie.

Néanmoins nous constatons une augmentation du tourisme pour l'année 2005 qui se situe bien au-delà des moyennes d'augmentation du tourisme mondial. Ce développement est-il positif ? Cela reste à déterminer, mais nous pouvons d'ores et déjà affirmer que la stabilité politique qui s'est installée en Turquie depuis deux ans permet au tourisme de notre pays de mettre à profit des occasions qu'il ne pouvait saisir auparavant.

Combien de touristes viennent de France ?

Le nombre maximum de touristes français a toujours été aux environs de 520 000, ils ont été 548 000 en 2004, et ce nombre est dépassé, et de beaucoup, en 2005 il est estimé à 650 000. Il faut voir là le résultat d'un travail minutieux. À côté du tourisme de masse, c'est-à-dire des vacances tout compris, nous avons promu les voyages de membres de catégories sociales plus aisées, par exemple en organisant des tournois de golf. Cette année, nous en avons organisé deux, un à Istanbul au Princess Hotel, et

un autre à Belek. C'était une activité importante, car toutes les finales des tournois nationaux organisés en France vont avoir lieu en Turquie l'année prochaine. Une autre organisation a été celle de rallyes, qui sont devenus maintenant une véritable tradition. Chaque année,

des motards disputent un rallye Harley-Davidson. Cela leur permet d'effectuer une visite originale de la Turquie, la parcourant de bout en bout, en quête d'aventure. Nous avons fait se rencontrer ces personnes et les sponsors turcs du rallye. Notre rôle a été de participer à la conception du projet et nous leur avons permis de le mettre en

pratique. Nous nous sommes lancés aussi, ces derniers temps, dans une nouvelle activité prometteuse : la plongée sous-marine. La Turquie est encore une destination méconnue pour la plongée. En septembre, nous avons organisé une grande réunion à laquelle ont participé de nombreuses personnalités, dont le président de la fédération de plongée turque. La réunion a commencé par une exposition de photographies sous-marines. Les Français installés en Turquie et membres des clubs de plongée turcs étaient là aussi. En janvier, le salon de la plongée sous-marine se tient à Paris, et la Turquie y est invitée.

Quel type de tourisme préfèrent les Français ?

Le tourisme culturel, en général. Quand on compare avec le reste du marché, les Français n'aiment pas partir en vacances en groupe ; ils préfèrent des vacances plus personnelles et plus axées sur la découverte. Néanmoins, ils donnent aussi de l'importance à la partie repos de leur voyage. S'ils souscrivent à une offre de 15 jours, ils passent une semaine à se reposer, et une autre à découvrir. Ils veulent connaître les habitants de l'endroit qu'ils visitent, et se fondre dans le paysage. Certes, notre tourisme comporte aussi un marché dans lequel les gens viennent dans un hôtel tout compris et profitent de la mer et de la nourriture plus ou moins locale, pour retourner dans leur pays sans même avoir vu la ville qu'ils sont censés avoir visitée ! À l'opposé, notre objectif est de montrer les beautés de notre pays. Les touristes français, italiens, espagnols, méditerranéens en général, cherchent toujours à découvrir plus que ce qui leur est proposé d'office. La mer, le soleil, la plage... tout cela ils l'ont déjà chez eux ! Ils viennent déjà de pays très touristiques. La Turquie leur propose des lieux classés appartenant au patrimoine mondial, qu'ils ne pourront voir dans leur pays, comme la Cappadoce. Ils s'intéressent aussi ces dernières années à l'Anatolie centrale et à la mer Noire.

La diversification du tourisme est une de nos politiques majeures : étaler le tourisme sur 12 mois, en proposant des approches différentes de notre pays. Pour les amateurs de mer, les offres de Croisière Bleue sont particulièrement prisées des touristes français. Istanbul est une destination qui est en passe de devenir une véritable marque, et nous y accordons énormément d'importance. C'est une ville qui peut être visitée toute l'année.

Les Français trouvent les prix des billets-séjours trop chers. Ils voudraient pou-

voir acheter des vols « secs » pour passer le week-end à Istanbul en trouvant leur hôtel eux-mêmes. Est-ce une solution ?

Les compagnies aériennes ont leurs propres politiques de prix. Les prix des compagnies officielles sont très élevés. Mais certains proposent ce qu'on appelle les offres-paquets. Ces tour-opérateurs traitent avec des compagnies de charters et négocient des accords avec des hôtels bien avant le voyage pour avoir des prix très bas. Ces formules voient leurs prix encore plus

baisser en hiver. Vu que ces offres sont conçues dans un but uniquement touristique, il est normal qu'elles coûtent moins cher qu'un voyage organisé par un particulier.

Certains de ces tour-opérateurs ont connu récemment des problèmes avec les compagnies aériennes. Où en est-on ?

S'il faut donner des noms, c'est Onur Air qui transporte le plus de voyageurs d'Europe vers la Turquie. Le premier problème d'Onur Air est apparu en mai 2005 cela résultait de conjonctures uniquement économiques et politiques. Après toutes les inspections nécessaires, il a été mis en lumière qu'aucun problème technique n'était à signaler concernant ces avions. Ces appareils sont loués par la compagnie Airbus, sont révisés continuellement et le plus vieux a à peine sept ans. Malheureusement, Fly Air a eu également un problème lors d'un vol et les passagers ont fortement protesté. Ce problème était dû à un équipage ne parlant pas français et aux problèmes de communication qui en ont découlé.

Le personnel de Turkish Airlines ne parle que rarement français et la qualité des vols est trop inégale.

Je vole à 99 % avec Turkish Airlines. Je leur donne chaque fois une note variant de 4/10 à 8/10. Une des plaintes des touristes français est, en effet, que la grande majorité des animations dans les villages de vacances soient organisées en anglais, en allemand ou en russe. Ils se plaignent beaucoup que le français soit si peu parlé. C'est le cas aussi pour Turkish Airlines. Il n'y a parfois même pas de cassettes en français dans l'avion pour informer les passagers ! Vous avez raison, il faut absolument le faire remarquer à Turkish Airlines. Tout le monde n'est pas obligé de parler anglais. Même ceux qui le parlent ne le souhaitent pas forcément. Si une compagnie aérienne augmente son nombre de vols vers un pays à trois par jour, elle doit assurer les services collatéraux qui y sont liés.

Propos recueillis par Mireille Sadège

La diversification du tourisme est une de nos priorités majeures : étaler le tourisme sur 12 mois, en proposant des approches différentes de notre pays.



Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

BizimAvrupa

Gazetemizde yayımlanan yazıların Türkçelerini

www.bizimavrupa.com

da okuyabilirsiniz.

Les élections en Azerbaïdjan



*Haydar Çakmak

Le dimanche 6 novembre 2005, ont eu lieu en Azerbaïdjan, les élections des députés à l'assemblée nationale. Le déroulement des élections a été observé par un groupe de Turcs, dont je faisais moi-même partie, en tant que membres de l'organisation de l'union et de sécurité européenne. Nous ne nous étendrons pas sur le fait que le gouvernement Aliiev a remporté les élections de manière irrégulière. L'Azerbaïdjan a les capacités agricoles d'assurer son autosuffisance alimentaire, et c'est aussi un pays riche en gaz et en pétrole. Pourtant la population, et particulièrement les paysans, est très pauvre. Le jour des élections, il pleuvait dans la région où nous nous trouvions (à Gence), et nombreux étaient ceux qui ne portaient pas de chaussettes et se promenaient en claquettes, quel que soit leur âge. J'ai discuté avec un homme d'âge moyen, qui ne portait pas de chaussettes. Il m'a confié qu'il n'avait ni argent ni travail, et qu'il n'avait aucun espoir pour son pays, ses enfants et lui-même. Il a ajouté qu'ils resteraient toujours aussi misérables, tant que les détournements et le protectionnisme ne seraient pas stoppés. J'ai parlé avec beaucoup d'autres person-

nes et, à chaque fois, j'ai entendu les gens se plaindre de choses similaires. Seuls les personnes proches du gouvernement et ceux qui occupent des postes importants et respectés ne se plaignent pas.

Aucun gouvernement, qu'il soit communiste ou fasciste, qu'il s'agisse d'une démocratie ou d'une dictature, ne pourra échapper à la haine et à la rancœur d'un père et d'une mère

qui ne trouvent pas à manger pour leur enfant, ou d'un citoyen qui n'arrive pas à s'acheter des chaussettes et des chaussures en période hivernale. Comme exemples tirés de l'histoire, nous pouvons citer le dictateur roumain Ceausescu et Saddam Hussein, le dictateur de l'Irak. Je ne sais pas à quel point c'est vrai, j'ai entendu un professeur qui a fait ses études doctorales en Turquie dire qu'en Azerbaïdjan, les militaires et les policiers qui ont terminé leurs études ne gravissent pas d'échelons dans les unités où ils se trouvent, s'ils n'acceptent pas les pots-de-vin qui leur sont proposés. Si c'est vrai, c'est très grave.

À l'heure actuelle, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Fédération de Russie jouent un rôle important dans l'orientation

de la politique et de l'économie en Azerbaïdjan. Ils veulent que le gouvernement Aliiev soit maintenu, pour garder ainsi le contrôle du gaz et du pétrole. C'est la

raison pour laquelle ils ont insisté pour que les résultats des élections soient validés. Ils ont ainsi agi de manière honteuse, en reconnaissant que certes les élections étaient truquées, mais qu'elles étaient plus démocratiques que

les précédentes. Le gouvernement Erdogan, qui reste neutre et qui est à la fois islamiste et pro-Moyen-Orientaliste, a réduit au maximum l'influence que pouvait avoir la Turquie sur l'Azerbaïdjan et les autres républiques issues de l'éclatement de l'URSS. Les ministres et les conseillers du gouvernement Erdogan, sont constamment en visite dans les pays du Moyen-Orient. Pourquoi ne visitent-ils pas les pays d'Asie mineure et du Caucase et ne tissent-ils pas les mêmes liens avec eux ? De plus, ce sont aussi des pays musulmans. Nous savons que le gouvernement Erdogan se tient à distance des espaces géographiques qui ont un rapport avec l'identité turque.

Le gouvernement d'Aliiev et les pays impérialistes qui le soutiennent, sont aveuglés

Le risque existe que l'Azerbaïdjan capitule devant les groupes intégristes, car le peuple, en proie à un profond désespoir, se tourne vers l'extrémisme religieux.

par l'argent, le pétrole, et les ressources en gaz. Mais le résultat de cette politique corrompue est que le peuple se retrouve à soutenir des groupes religieux et à se radicaliser comme les chiites iraniens. La politique erronée du gouvernement américain en Irak a renforcé les ambitions des chiites soutenus par l'Iran. Dans une région aussi importante que le Caucase, le risque existe que l'Azerbaïdjan capitule devant les groupes religieux soutenus par l'Iran. Car le peuple, en proie à un profond désespoir, se tourne vers l'extrémisme religieux. Ce sont les seules organisations qui n'ont peur ni du fléau d'Aliiev et de ses hommes, ni de la Russie ni des États-Unis. J'ai très clairement observé un islam montant en Azerbaïdjan.

Toutefois, dans une atmosphère où règnent autant la corruption, la décadence et les détournements, l'opposition en Azerbaïdjan n'arrive pas à rassembler la population en dénonçant la situation et en proposant des solutions. Cela prouve bien son immaturité et son manque de compétences.

Il est urgent pour cette opposition de mettre en place de nouvelles politiques, et d'inventer de nouvelles stratégies.

*Prof. Dr. Haydar Çakmak
hcakmak@gazi.edu.tr
Professeur à l'Université de Gazi
Département des relations internationales

Marc Bernardin : Un parisien amoureux de la Turquie

Au nombre des amis de la Turquie, on en compte un très important : Marc Bernardin.

Le président du Comité France-Turquie nous explique le rôle de son association. Il nous a aussi confié pourquoi il est optimiste pour le reste des négociations pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.



*Marc Bernardin

Qu'est ce que le Comité France-Turquie ?

C'est une association loi de 1901. Elle a été fondée en 1949 par quelques turcophiles, dont un certain Pierre Lyautey, écrivain et neveu du maréchal du même nom. C'était au début une structure un peu confidentielle. On en entendait peu parler. L'association a connu des périodes difficiles, par exemple au moment des attentats arméniens. Le groupe a su se faire très discret dans ces moments-là.

Comment l'association est-elle revenue sur le devant de la scène ?

En 1984, à mon retour de Turquie, je me suis entretenu avec l'Ambassadeur Rouillon. Je lui ai proposé de créer une association d'amitié franco-turque. Monsieur Rouillon m'a dit que c'était une excellente idée et qu'il allait prendre des renseignements auprès du Quai d'Orsay. C'est alors que nous avons appris l'existence de ce comité, qui était à l'époque dirigée par un ancien consul général à Istanbul. Nous avons rejoint cette

association en 1985. Nous avons constitué ensuite un nouveau conseil d'administration et tenté de redynamiser le tout. Nous avons lancé des activités et amené de nombreux turcophiles parisiens à en devenir membres. Aujourd'hui, notre fichier est riche de 550 adhérents.

Quels sont les objectifs du Comité ?

Notre activité a davantage une orientation politique. Nous n'avons pas de but culturel comme Elélé ou d'autres associations du même genre. Nos actions sont essentiellement dirigées vers les milieux politiques, l'université et l'administration. Nos activités au cours des dernières années visent au rapprochement entre la France et la Turquie par une meilleure connaissance et une meilleure intégration.

Que pensez-vous des relations entre la France et la Turquie ? On a souvent l'impression que la Turquie essaye d'attirer le regard de la France mais que cette dernière l'ignore un peu.

Oui et non. Il faut procéder à une réflexion plus profonde sur cette question. Ces relations découlent un peu du fait que ces deux pays se ressemblent beaucoup. Ils ont des régimes politiques et un modèle de société assez voisins. Cela crée des étincelles

lorsqu'ils essaient de se rapprocher. Ce peut être une vision des choses. Le modèle républicain français d'intégration, c'est aussi celui de la Turquie. Les deux pays disposent d'un État

assez centralisateur, très intégrationniste. La Turquie a aussi ses communautés, qu'elle n'intègre pas forcément. À des époques anciennes, on a même assisté à des répressions. Ces similitudes font qu'il peut y avoir une certaine forme de rejet. Mon

opinion est qu'au moment du résultat du référendum, les Français se sont montrés choqués par l'élargissement. L'arrivée de nouveaux pays, dont on ne voyait pas toujours les motivations, a inquiété l'opinion publique. Ce rejet s'est reporté sur les nouveaux candidats. Bruxelles n'a pas vraiment accompli les démarches qui étaient nécessaires pour expliquer plus en détail sa politique, laquelle n'avait du reste guère de perspective à long terme.

Quel regard portez-vous sur le processus d'intégration ? Les Allemands semblent plus

ouverts à une candidature turque que les Français...

L'état d'esprit des Allemands est très différent. L'Allemagne connaît déjà un communautarisme prononcé. Elle doit compter avec deux millions de citoyens d'origine turque, qui ne peuvent pas devenir Allemands. Les Français ont un objectif d'intégration. Au Royaume-Uni, il existe aussi un communautarisme très prononcé. Les approches sont donc très différentes.

Comment faire changer les états d'esprit dans ce cas ?

Les Français qui vont en Turquie, y compris les hommes politiques qui se rendent dans le pays avec des préjugés, reviennent généralement avec des idées bien différentes. Une mission parlementaire des Affaires étrangères a été constituée. Elle était dirigée par le sénateur Hubert Hanel. Avant le début des négociations, ce dernier s'est rendu en Turquie et a fait un rapport plutôt favorable. Au fond, il est amusant de voir que les sénateurs de l'UMP ont pris une position favorable à l'ouverture des né-

gociations alors qu'ils sont membres d'un parti qui, à l'Assemblée nationale, s'y est montré hostile. Les députés UMP sont, il faut le reconnaître, soumis à des pressions électorales. Ils ont adopté une position négative mais plutôt liée à des questions de politique intérieure. A contrario, les

sénateurs ont pris une position proturque car ils sont, eux, loin des querelles électoralistes. Le président Erdogan a raison de dire que le problème de la Turquie en France est surtout un problème de politique intérieure. Il faut juste attendre que les

échecs électorales soient passés.

Pourtant, la Turquie a montré sa motivation en accélérant le processus des réformes. Pourquoi alors cette hostilité française ?

Il reste encore beaucoup à faire en Turquie. Les premiers sondages sur la question turque réalisés en France montraient qu'effectivement la majorité de l'opinion publique était hostile à l'adhésion de la Turquie. En revanche, ces mêmes citoyens disaient bien que si le pays poursuivait les réformes, qu'il évoluait, ils reverraient leur opinion. Cela a été publié dans le Figaro. Les sondages d'opinion fluctuent en fonction de la période. Je trouve qu'on parle beaucoup de la Turquie en ce moment. C'est une bonne chose. On dispose de beaucoup plus d'informations sur le pays qu'avant. D'ici 15 ans, les dirigeants pourront aussi revoir leur opinion. Un nouveau référendum pourrait donner un résultat très différent.

Propos recueillis par
Mireille Sadège et Sujatha Samy

Pourquoi un journal francophone en Turquie ?



*Hüseyin Latif

Chers lecteurs d'Aujourd'hui la Turquie, au lieu de répondre à chacune de vos questions au sujet de notre journal, nous avons préféré les poser directement pour vous à notre directeur de la publication Hüseyin Latif. Voici donc la vie et le parcours de ce gentleman d'Istanbul à la personnalité colorée...

M. Latif, je voudrais commencer par vous poser la question revenant le plus souvent à votre sujet. Alors que vous êtes le propriétaire d'une revue de ressources humaines en France, appelée CVMag, et que vous y meniez une vie d'homme d'affaires accompli, pourquoi êtes-vous revenu à Istanbul ? Quels étaient vos objectifs et qu'y avez-vous fait ?

Je suis stambouliote. Istanbul est une ville traversée par la mer, la seule ville au monde à être bâtie sur deux continents. C'est une ville où je peux monter chaque jour dans les vapeurs et entendre tout autour de moi des gens parler turc. C'est une ville qui n'a rien d'ordinaire, une ville où l'histoire rencontre le modernisme, où l'Asie embrasse l'Europe.

C'est très difficile pour un Stambouliote de vivre dans une autre ville. J'ai vécu en France pendant 18 ans, à Dijon et à Paris. Ces deux villes, au de-là d'être les deux plus belles de France, sont aussi parmi les plus agréables lieux de résidence au monde. Tous les ans, 100 millions de personnes visitent Paris. Quant à Dijon, c'est une ancienne cité médiévale qui était capitale des ducs de Bourgogne ; elle est par ailleurs réputée pour ses vins, les plus chers du monde. Mais, malgré tout, la ville où l'on a vu le jour et où l'on a grandi nous

manque toujours, surtout si cette ville est Istanbul. Nous avons de grands écrivains qui, vivant en France, ont la nostalgie d'Istanbul. Ils ne laissent pas passer l'occasion, que ce soit dans leurs œuvres ou dans des conversations privées, de parler de ce mal du pays. Nous pouvons citer par exemple Nedim Gürsel ou Ugur Hüküm, sans oublier Nazim Hikmet.

Dorénavant, Paris est pour moi un lieu de résidence, après Istanbul. Istanbul est la ville où je vis, j'écris, je publie et j'enseigne. Comme vous le savez, je suis professeur à l'Université de Beykent. Je donne aussi des cours dans les Universités de Galatasaray et de Marmara. J'aime pratiquer cette activité d'enseignement, faire des échanges d'idées avec mes élèves. L'acte d'écrire et de publier ressemble d'ailleurs à cette relation professeur-élève. Un lecteur est comme un étudiant. Mais nous, les professeurs devons être ouverts aux critiques. Nous devons donc rester proches de nos lecteurs dans le journal, comme de nos élèves dans la classe.

Comment vous est venue l'idée de publier le seul journal en français de Turquie ?

J'avais toujours des difficultés à parler de la vraie image de la Turquie quand j'étais à Dijon ou à Paris. Alors que les journaux français diffusaient une certaine vision de la Turquie, mes semblables et moi-même voulions faire connaître autre chose. La confrontation entre ce que je racontais, d'une part, et ce que reflétaient les journaux et les autres médias, d'autre part, illustraient deux visions opposées... Ceux qui m'écoutaient doutaient. Ils se demandaient quelle était la vraie Turquie. C'est pour ces raisons que j'ai décidé de fonder le journal « Aujourd'hui la Turquie ».

Même si cela ne plaît pas à certains, ce que nous montrons c'est la vraie Turquie... Elle a un visage moderne et réfléchi. « Aujourd'hui la Turquie » est le reflet de ce visage moderne, européen. Nous sommes pro-Atatürk, donc toujours pour le progrès et aussi pour la paix. Nous cherchons à dire la vérité. Même ceux qui ne sont pas d'accord nous lisent. Plus de 10 000 personnes nous lisent chaque mois. Mes collègues du comité de rédaction et moi-même, travaillons d'arrache-pied jour et nuit pour atteindre les 100 000 lecteurs. Et je suis sûr que nous y parviendrons. Je suis très chanceux car l'équipe avec laquelle je travaille est constituée de gens vraiment extraordinaires.

Combien de personnes travaillent pour le journal ?

Environ 25 personnes travaillent à chaque numéro de ce journal. Et quand je dis travailler, ... Ces personnes ne sont pas payées, car notre journal est basé sur le principe du bénévolat. Et tous le font avec plaisir. Nous sommes une équipe qui s'entend et qui se respecte. De toute façon, ce serait impossible autrement. **Quel est l'objectif de ce journal ?** Nous avons déjà dit

que « Aujourd'hui la Turquie » cherche à faire connaître le visage moderne de la Turquie à tous les francophones. C'est un journal constitué en majorité d'interviews. Nous laissons s'exprimer les artistes, les politiciens, les responsables économiques, aussi bien que les sportifs de Turquie. Nous exposons ce qu'ils réalisent. En transmettant leurs pensées à nos lecteurs, nous affirmons

« Voilà ce qu'est la Turquie ! »

Ce que nous souhaitons, c'est de rencontrer les lecteurs francophones avec cette Turquie candidate à l'Union européenne. Notre lectorat est constitué par les Français, les Belges, les Suisses, les Canadiens, bref, tous les francophones vivant en Turquie, les élèves et les professeurs des écoles francophones, les employés d'entreprises d'origine française et toutes les autres personnes parlant le français. C'est un public au pouvoir d'achat plutôt élevé. Ces personnes lisent, voyagent et partent en vacances et ont une influence sur la société. Mais cela n'est pas tout. Tous les services diplomatiques de Turquie sont abonnés à notre journal. Et nous n'en restons pas là. Nous faisons parvenir le journal à tous ceux qui sont intéressés par la Turquie en France, en Belgique, en Suisse et au Canada. On trouve « Aujourd'hui la Turquie » dans les représentations officielles ou privées, politiques ou économiques de la Turquie à l'étranger : TÜSIAD, Turkish Airlines, les offices de tourisme, les associations ... Sans oublier les consulats et les ambassades.

Certains lecteurs voudraient volontairement participer à cette équipe, travailler pour notre journal. Comment peuvent-ils entrer en relation avec nous et sur quels sujets peuvent-ils nous aider ?

Vous êtes notre coordinatrice générale de publication, pour ceux qui ne le savaient pas encore. Tous les mails envoyés à alaturquie@alaturquie.com nous parviennent. Le comité de rédaction et la coordinatrice prennent en considération toutes les offres. De plus, voici un numéro de portable joignable jour et nuit : + 90 537 625 39 66, et notre fax : + 90 216 550 22 51.

Sans vouloir créer de polémique, j'aimerais avoir votre sentiment, en tant qu'écrivain et éditeur, au sujet de l'affaire Orhan Pamuk.

Orhan Pamuk est un bon écrivain et je pense qu'il aime la Turquie. D'autre part, c'est aussi un bon Stambouliote, il écrit en contemplant le Bosphore. La Turquie et Istanbul sont deux entités qui lui sont indispensables. Mais il est aujourd'hui entraîné, malgré lui, dans une direction qui n'est pas la sienne. Il lui faut choisir entre recevoir le prix Nobel et la colère du peuple. Je

pense que si Orhan Pamuk se retire dans sa maison sur les îles et réfléchit un peu à la situation, il prendra la bonne décision.

Les Européens et les Américains, lorsqu'ils envisagent d'effectuer certains changements dans un pays, essaient d'y trouver les intellectuels, les hommes de lettres et de culture qui, sur le plan idéologique, leur sont plus proches.

Cela s'est passé ainsi

en URSS et en République tchèque. Pourtant, il y a aussi le cas d'un Gabriel Garcia Marquez. Tout est lié au désir de Pamuk de recevoir le prix Nobel. Pour résumer, il faut que le prix Nobel de littérature soit dépolitisé.

Venons-en à votre côté écrivain. Vous avez écrit un roman intitulé « La Mort bleue ». Votre deuxième roman, « D'après toi, qu'est-ce que l'amour ? » va être publié

sous peu. « La Mort bleue » est déjà un roman où il est question d'amour, comme dans votre dernière œuvre. Pourquoi êtes-vous si intéressé par l'amour ? Que trouveront vos lecteurs dans ce livre ?

Ils y verront ce que j'ai vécu, ce que j'ai vu. J'aime commenter la vie en

fonction de mes expériences. Mais mon vrai objectif est, bien sûr, de faire parvenir mes commentaires aux autres. La littérature n'est pas pour moi une fin, ce n'est qu'un moyen. Ce que je veux vraiment, c'est offrir des sujets de discussion aux gens. Quels sujets ? L'injustice, la solitude, le succès, l'humanité, la tendresse et l'amour... Je veux aussi que les gens rencontrent la Turquie, et surtout l'Istanbul où je suis né. Ce sont autant de concepts qui se complètent et se ressemblent. C'est un tout. Comme le métro est indispensable pour un écrivain Parisien, le vapeur l'est pour moi. Le point commun entre les Parisiens et les Stambouliotes est l'amour. Quand je monte dans un vapeur, je vois un Istanbul toujours différent, suivant l'heure et la saison. Comme dans « Le Dernier Tango à Paris ».

Istanbul est un film que je ne me lasse pas de regarder ; une ville à la fois historique et moderne. Hélas, cette symbiose n'est pas mise en valeur. Les Turcs ne sont pas très performants à ce sujet, contrairement aux Français. En France, pour tourner un film se passant au Moyen Âge, on n'a pas besoin de studio, vider les rues d'une ville est suffisant.

Vivre l'amour dans une ville telle qu'Istanbul doit être raconté. Les gens doivent le partager. On ne peut rien emporter dans la tombe... S'embrasser à Sainte-Ère, se voir dans les yeux de son amour à Sainte-Sophie, manger du poisson sur le Bosphore, frôler les lèvres d'un nouvel amour devant le Palais de Dolmabahçe, au milieu

Notre journal est le reflet d'une Turquie à la fois moderne et réfléchie, cette dualité entre tradition et progrès, que l'on retrouve partout en Europe.



Tramway nostalgique





de la République de Turquie. Il disait : « l'amour, c'est la vie ». **Que pensez-vous des fausses informations visant à tromper le lecteur ou de la publicité « people » faite pour certains auteurs et certains livres ? Leur objectif commun n'étant que de vendre le plus possible, pouvons-nous parler ici d'une limite éthique ?**

Tromper le lecteur pour vendre beaucoup est une forme de vol. Les passages publiés dans les journaux ou les revues devraient l'être sous le titre de « passages choisis ». Les publicités et la quatrième de couverture doivent préciser ce sujet. De plus, faire baisser le prix des livres en affirmant que « notre peuple ne lit pas assez » ou qu'il faut lutter contre le piratage n'a d'autre résultat que d'acculer les petits éditeurs à la faillite. Si l'on veut que des livres soient lus, il faut laisser les petits éditeurs faire leur travail. Il existe de nos jours en Turquie trois ou quatre grands éditeurs-distributeurs. Ils détiennent à la fois les réseaux de distribution, les mécanismes d'édition et de publicité, et les médias qui servent de courroies de transmission. Dans les pays développés, ce genre de situation est très contrôlé. Ici, les petits n'ont d'autre choix que de se retirer de ce secteur. Me suis-je

fait comprendre ? Si quelques groupes se chargent d'éditer, de publier et de promouvoir, empêchant en plus les autres de le faire, la liberté d'expression disparaît peu à peu, d'une façon organisée.

L'État doit régler cette situation sur le plan législatif. Comme vous le savez, nos lois prennent leurs sources dans les constitutions suédoise, française et italienne. Prendre exemple sur ce qui se fait là-bas serait suffisant.

Pourriez-vous faire la comparaison avec la France ? Comment s'y déroule la promotion d'un livre ? Quel genre de livres se vendent bien ?

La promotion des livres en France se fait par la publicité ou des critiques littéraires dans les journaux ou des émissions de débat littéraires à la télévision. Les émissions « people » ou les talk-shows n'accordent que très peu de place aux écrivains. De plus, ce type d'émissions n'est pas aussi répandu qu'en Turquie.

Le prix des livres est fixé par la loi qui, de plus, interdit d'effectuer une réduction de plus de 5 %. On n'entend pas dire « j'ai beaucoup imprimé et mes dépenses ont baissé » ou « le peuple doit lire ». Sinon, les idées pourraient être considérées comme imposées.

Le droit à la concurrence devrait être accordé à tous les éditeurs en Turquie. On essaie de faire croire que les libraires ne s'intéressent pas aux livres publiés par les petits éditeurs. Mais la liberté d'expression veut que tous les livres écrits et publiés soient présents sur les étagères des librairies. Il est temps pour les institutions concernées de l'Union européenne de se pencher sur ce sujet.

Tout le monde connaît et lit Orhan Pamuk ; il est en capable de se défendre lui-même. Mais pour protéger la liberté d'expression des auteurs et pour préserver le droit de petites maisons d'édition à publier, il faut

que l'Etat fasse des efforts. Et les taxes de publication de livres et de journaux devraient tomber à 5 et 2,1 % comme en France.

Il faut baisser les taxes sur le papier et toutes les dépenses d'impression (les machines, les pellicules, les travaux

graphiques, la distribution, etc.).

C'est ainsi que le nombre de lecteurs augmenterait en Turquie. Car la mise en livre de vieux articles de tel ou tel écrivain, tirés de journaux et de revues n'apporte rien aux lecteurs, sauf à rendre plus riche la maison d'édition.

Dans l'immédiat, quel est le projet qui vous tient le plus à cœur ?

Plus qu'un nouveau projet, je veux que « Aujourd'hui la Turquie » soit assis sur une base solide et stable. J'aimerais désormais passer plus de temps à partager mes idées avec les gens et écouter ce qu'ils ont à dire. Je trouverais alors de nouvelles choses à écrire.

J'aime la Turquie mais la France est mon deuxième pays. La collaboration entre ces deux pays paraît inévitable. Ce que je désire, c'est de les rapprocher sur un plan social et culturel. Si je peux avoir ne serait-ce qu'une toute petite part dans ce processus, ce serait un bonheur pour moi.

**Yrd. Doç. Dr. Hüseyin Latif
Enseignant à l'Université de Beykent
Docteur de l'Université Sorbonne Nouvelle - Paris III*

*Propos recueillis par
Bilge Demirkazan*



La 5^e édition des « Clés pour Istanbul » est disponible !

Ce guide pratique, réalisé exclusivement par des femmes habitant Istanbul, est destiné aux Français et francophones qui viennent s'y installer ou qui le sont déjà et qui veulent réactualiser leurs informations.

Les « Clés pour Istanbul » rassemblent une multitude d'informations pratiques pour vivre à Istanbul.

Vous pouvez vous le procurer en échange d'un don d'un minimum de 30 YTL.

Votre don sera intégralement transmis à une association caritative locale.

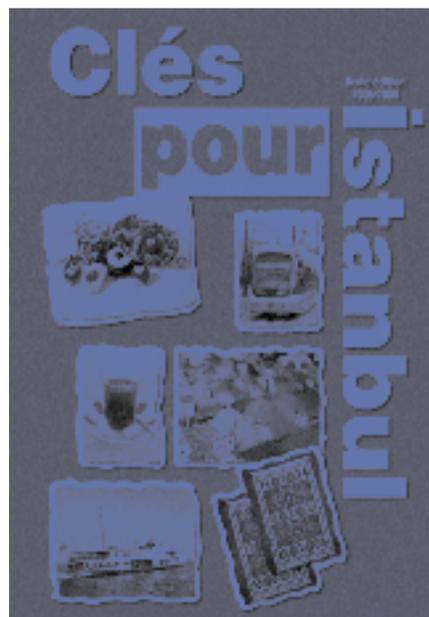
Où se le procurer ?

- à la librairie EFY

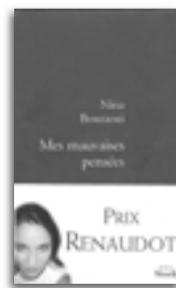
à l'accueil du Consulat de France
Istiklal Cad. n° 8, Taksim

- par e-mail : clespouristanbul@yahoo.fr

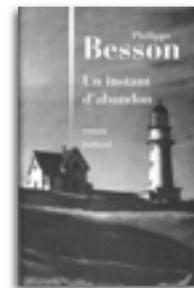
- par téléphone, en contactant Nawel au
0 535 476 69 03.



à lire



Nina Bouraoui,
« Mes mauvaises pensées »,
Editions Stock, 18 €



Philippe BESSON,
« Un instant d'abandon »,
Editions Julliard, 18 €



Defne Gürsoy et
Uğur Hüküm
« ISTANBUL »



Une nouvelle page dans l'économie turque, l'inflation maîtrisée



*Selda Atik

Dans une annonce faite par la Banque centrale de la République turque début 2002, il a été déclaré que l'objectif final de la politique financière serait le contrôle de l'inflation.

Selon les sources de la Banque centrale, le régime qui vise à encadrer l'inflation doit orienter la politique monétaire de sorte qu'elle soit compatible avec un taux d'inflation déterminé pendant une période raisonnable, pour atteindre l'objectif définitif de la Banque centrale qui est la stabilisation des prix et le maintien de cette stabilité.

Si l'on prend en compte le fait que la Turquie est un pays qui a été dans l'obligation de vivre avec une inflation chronique pendant de longues années, nous pouvons dire que les citoyens turcs ont une expérience non négligeable en ce qui concerne le coût de l'inflation. Cette situation démontre clairement la raison pour laquelle la stabilité des prix et un régime contrôlant l'inflation sont souhaités, comme cela existe depuis quelques années. Si nous abor-

sons brièvement ce que coûte une inflation non encadrée, nous pouvons citer l'effondrement de l'offre monétaire et la baisse du niveau de vie, la dégradation que cela produit dans le revenu réel et la diminution engendrée dans la consommation, la perte des profits réels qui touche les entreprises, le dérèglement du fonctionnement du mécanisme de fixation des prix et de la répartition des fonds, dû aux incertitudes

Le contrôle de l'inflation possède un effet bénéfique sur les investissements et la consommation.

que l'inflation crée dans les marchés financiers.

Depuis 2002 jusqu'à nos jours, nous pouvons noter une avancée remarquable dans la marche vers la stabilisation des prix, obtenue grâce à une bonne discipline financière et à l'apport des dispositions structurelles prises pendant ce temps. Lors de ce processus, presque tous les objectifs concernant l'inflation ont été atteints, la confiance s'est accrue, et les attentes concernant l'inflation sont en passe d'atteindre les objectifs visés. Alors que les inquiétudes liées à la pérennité de la discipline financière diminuent, le volume des marchés financiers a commencé à augmenter, et la fragilité des relations financières a diminué. Le chemin parcouru vers la stabilité économique a lancé le processus de dollarisation inversée et, même si l'on observe encore des ruptures de temps en temps, nous pouvons à présent dire que, dans la gestion des portefeuilles, la décision d'investir en monnaie

turque est de plus en plus fréquente. De plus, un tableau positif s'est dessiné avec l'ouverture des négociations d'adhésion à part entière de la Turquie à l'UE et le renouvellement du standby fait avec le FMI, auxquels s'ajoute un climat favorable observé dans le cadre de l'économie générale, qui a fait diminuer les incertitudes et a renforcé la confiance.

D'autre part, lors du processus dont il est question, le cadre institutionnel de la Banque centrale s'est élargi, un long chemin a été parcouru dans la prise d'indépendance, et cette évolution a renforcé les attentes d'un non-retour au processus d'inflation

chronique. Lorsque toutes ces avancées sont considérées dans leur ensemble, nous pouvons dire que les conditions préliminaires sont remplies et que le moment adéquat s'approche de plus en plus.

Mais à quoi sert cette maîtrise de l'inflation ? Nous pouvons apporter un premier élément de réponse dans le fait que, par le passé, de nombreux pays développés ou en voie de développement l'ont appliquée, et que cela a toujours donné des résultats positifs. Depuis le début des années 90, la Nouvelle-Zélande, le Canada, la

Grande-Bretagne, la Suède, la Finlande, l'Australie et l'Espagne ont appliqué ce nouveau régime. Par la suite, le Chili, le Mexique, le Brésil, des pays dont l'économie a connu des processus similaires à ceux qui caractérisent l'économie turque, se sont aussi intégrés à ce nouveau régime. L'autre réponse que nous pouvons apporter ici, c'est qu'il s'agit d'une politique plus compréhensible que les politiques alternatives et qu'elle apporte plus de transparence dans l'application de la politique monétaire. Les banques centrales qui mettent en place un régime visant l'inflation, s'engagent à annoncer les objectifs d'inflation avec des chiffres à l'appui, et à atteindre ces objectifs. Si ces objectifs annoncés ne sont pas atteints, elles se retrouvent dans l'obligation de rendre des comptes à l'opinion publique. Étant donné que le retentissement sur l'économie des décisions de politique monétaire nécessite un certain délai, les banques centrales sont en mesure de contrôler, non pas l'inflation actuelle, mais celle à venir et, dans cette

optique, elles peuvent émettre des prévisions concernant l'inflation à des intervalles de temps précis, et faire connaître ces prévisions à l'opinion publique.

Selon les données de la Banque centrale, lors de cette première étape concernant l'application du contrôle de l'inflation, les objectifs sont annoncés sur une période de trois ans. Conformément au programme économique précédant la participation aux prévisions budgétaires des trois années concernées, les objectifs finaux pour 2006, 2007 et 2008 sont définis

comme étant respectivement de l'ordre de 5 %, 4 % et 4 %. Bien sûr, un point important doit être souligné ici : un modèle propre à la Turquie est pris en compte, adapté de la structure générale ayant déjà permis à d'autres pays d'agir sur l'inflation.

De plus, un des sujets sur lesquels beaucoup d'économistes se penchent, n'est autre que celui de la croissance et de l'emploi. On sait que l'inflation programmée a un effet restrictif sur l'économie de croissance, particulièrement à court terme, mais aussi qu'une fois résolus les problèmes liés à la charge des taux d'intérêts du secteur financier et de la dette intérieure, il est évident que, sur le long terme, ce contrôle de l'inflation possède un effet positif sur les investissements et la consommation ; et, par là même, qu'il va accroître la croissance. De surcroît, la politique de stabilité des prix observée depuis 2002 a également eu un impact positif sur la croissance de manière évidente.

* Selda Atik, Chercheur à l'Université de Hacettepe, École supérieure de Sciences Sociales

La politique de stabilité des prix observée depuis 2002 a eu un impact positif sur la croissance.

EN BREF

Le secteur automobile a atteint 800 000 unités, la Turquie septième d'Europe

Le secteur automobile turc a prouvé cette année qu'il sera la locomotive de la production et de l'exportation nationales. En effet, ce marché, qui avait doublé de volume en 2004, battant ainsi tous les records, a encore continué de se développer. Avec 760 000 ventes en 2005, le secteur automobile turc est à la septième place dans le classement européen.

Boyer va changer l'image de la Turquie

Le journal économique Financial Times a déclaré dans son article intitulé « les entreprises s'attaquent à la réputation négative de la Turquie » que la TÜSIAD avait conçu un plan sur 10 ans pour changer l'image du pays en Europe, et qu'Ümit Boyner, membre du Conseil de Direction de Boyner Holding, avait été chargé de mettre en place cette opération.



20 millions de touristes, mais le secteur souffre encore

C'est encore d'Europe que sont venus la majorité des touristes visitant la Turquie. Le nombre de touristes venant des pays de l'OCED a atteint cette année 10,7 millions, contre 9,2 millions en 2004. Néanmoins, la plus grande augmentation en pourcentage

a été celle des visiteurs venant des pays américains.

Le président de l'Association des Hôteliers, Entrepreneurs et Investisseurs Touristiques (TUROB), Timur Bayındır, a précisé que l'année 2005 avait été une année positive sur le plan des objectifs atteints, mais que les entrepreneurs avaient connu de nombreuses difficultés.



Renault

Globalement, hormis la Turquie qui a marqué le pas l'an dernier, la plupart des marchés hors d'Europe ont connu une croissance à deux chiffres. Ainsi, les ventes de Renault hors d'Europe ont été particulièrement dynamiques avec une hausse de 21%, à 688 152 unités. Mais en Europe la situation est moins rose. Renault y a perdu du terrain.

La voie est ouverte pour vendre pour 2 millions d'euros de résidences secondaires aux étrangers

Après le vote par l'Assemblée d'une loi régulant la vente de propriétés aux étrangers, les Européens ont tourné leurs regards vers les côtes méditerranéennes de la Turquie. Les spécialistes immobiliers pensent pouvoir réaliser un chiffre de 2 millions d'euros en vendant des résidences secondaires à des étrangers.

Quatre nouvelles banques étrangères et le sujet du crédit immobilier

2005 a été sur de nombreux plans une année prospère pour le secteur bancaire en Turquie, avec l'arrivée de quatre nouveaux acteurs.

La participation étrangère au secteur a marqué l'actualité bancaire avec l'arrivée de la BNP, de Rabobank et de Fortis puis, plus tardivement, de GE. Alors que le bilan sectoriel continue de gonfler, le sujet du crédit immobilier a marqué l'année 2005.



Un record de non-participation au travail en Turquie

Les pourcentages de participation à la main-d'œuvre nationale de la Turquie et des autres pays de l'Organisation de Collaboration Économique et de Développement (OCED) ont été calculés par Ercan Türkan, conseiller à la Banque centrale, dans une étude nommée « la Structure et les Dynamiques de la Main-d'Œuvre en Turquie : développement et évaluation ».

D'après les données de l'OCED, 50 % de la population en âge de travailler ne feraient pas partie de la main-d'œuvre active du pays. Ce nombre placerait la Turquie au bas du classement des pays de l'OCED.

LA NOISETTE

Née en Anatolie, la culture de la noisette (*Corylus avellana*) en Turquie date d'environ 2500 ans. Avec 500 000 tonnes produites par an (490 000 en 2003), la Turquie assure 70 % de la production mondiale et 75 % du marché mondial de la noisette. Pourtant, d'après le rapport « Master Plan » élaboré par la Direction agricole de la région d'Ordu, alors que la Turquie est le premier producteur mondial, la consommation de noisettes par personne et par an n'est que d'un kilo en Turquie, alors qu'elle est de trois à quatre kilos aux États-Unis.

La partie de la Turquie la plus propice à la culture de la noisette étant les rives de la mer Noire, elle se répartit dans treize régions dont Trabzon, Giresun, Sakarya, Samsun et Bolu. La noisette est le produit agricole le plus important, surtout dans l'Est de la région de la mer Noire. De plus, la noisette est un aliment contenant de nombreuses vitamines et quantité d'oligo-éléments. Par exemple (mg/100g) : fer : 5,8 - calcium : 160 - magnésium : 16,2.



Le leader vénézuélien Hugo Chavez fait trembler l'Amérique latine



*Kenan Göçer

Hugo Chavez, le président du Venezuela, s'est lancé dans des mesures efficaces, tant économiques que politiques, pour éviter de partager le même sort que les nombreux leaders sud-américains élus, puis renversés par un coup d'État.

Les quatre grandes lignes de la politique de Chavez peuvent se résumer ainsi : premièrement, en utilisant l'énergie dans une optique nationaliste, résoudre le problème dû au fait d'être le pays à avoir la répartition des revenus la plus déséquilibrée au monde ; deuxièmement, pour ne pas avoir le même destin que le président du Chili Salvador Allende en 1973, prendre des mesures économiques, politiques et militaires dans l'objectif d'éviter un coup d'État en raison des conflits entre les profits américains et l'utilisation des ressources énergétiques par l'État ; troi-

Les actions courageuses d'Hugo Chavez lui ont permis de faire rapidement augmenter son influence dans la région.

sièmement, augmenter l'influence du pays dans la région en utilisant la puissance donnée par le pétrole possédé, enrayant ainsi la politique étrangère pleine de favoritisme des États-Unis ; quatrième, annihiler les armes psychologiques dirigées vers le Venezuela pour éviter de répéter les erreurs du Bloc de l'Est pendant la guerre froide.

Une politique d'État social nationaliste. Le Venezuela est le cinquième plus grand exportateur de pétrole du monde. Comme dans la majorité des pays du Moyen-Orient, les ressources énergétiques du pays étant sous le contrôle de monopoles pétroliers, elles ne peuvent être utilisées pour la prospérité du peuple. Ceci a donc pour résultat que le Venezuela est un des pays où la répartition des revenus est la plus déséquilibrée.

Les répercussions du nationalisme vénézuélien dans la région

Lorsque, par le passé, les gouvernements d'Amérique latine élus par voie démocratique ont cherché à utiliser les ressources du pays pour le bénéfice

de leur peuple, ils se sont retrouvés face à un coup d'État ou à une action directe des États-Unis.

En 1954, le président du Guatemala Jacobo Guzman a été renversé par les États-Unis, qui soutenaient ouvertement les militaires, comme ceux qui prendront le pouvoir à la place du président Goulart au Brésil, en

1964. Les Américains ont aussi agi directement sur le gouvernement dominicain en 1965 et étaient derrière le coup d'État au Chili qui a vu la fin du gouvernement de Salvador Allende. Ils ont aidé aussi la guérilla qui a causé une guerre civile de 6 ans au Nicaragua, après la prise de fonctions des Sandinistes.

L'antiaméricanisme en Amérique latine a atteint un tel niveau que des slogans pro-Oussama Ben Laden peuvent être entendus pendant les rencontres sportives. Pendant une période où les armées globalistes de Bush ont répandu des notions de terrorisme, de démocratie et de Droits de l'homme particulièrement subjectives, les

actions courageuses d'Hugo Chavez lui ont permis de faire rapidement augmenter son influence dans la région. Les personnes vivant dans des bidonvilles ainsi que les paysans sans terre sont profondément reconnaissants envers ce régime nationaliste du Venezuela.

Les Sandinistes reprennent de la vigueur au Nicaragua. Le parti de gauche, dirigé par Lula, est au pouvoir au Brésil. Le nationaliste Luis Gutierrez gagne de l'influence en Équateur et le peuple soutient Evo Morales, nouveau président de la Bolivie. Au Chili, la socialiste Michelle Bachelet, fille d'un général mort sous la torture à l'époque d'Augusto Pinochet, vient d'être élue à la présidence de la République. Au Salvador, le Front Farabundo Marti est de nouveau au pouvoir. En Uruguay, le Frente Amplio fait office de précurseur. Le mouvement nationaliste au Venezuela est donc au départ d'un « effet dominos » dans toute la région.

*Yrd. Doç. Dr. Kenan Göçer
Enseignant à l'Université de Beykent

Il est de l'intérêt de l'Europe de pouvoir compter avec le grand pays qu'est la Turquie afin de mieux promouvoir ses valeurs et ses intérêts

(Suite de la page 1)

entend aujourd'hui l'épauler tout au long de ce processus. Il y a déjà dans les ministères turs de l'Énergie, de l'Intérieur, des Finances et de l'Agriculture des experts français qui travaillent aux côtés de leurs collègues turs pour mettre en œuvre les réformes nécessaires en vue de l'adhésion à l'Union européenne. Ce type de coopération va encore se renforcer dans les années à venir. Dans un tout autre domaine, celui de la coopération militaire, la visite que vient d'effectuer Madame Alliot-Marie à Ankara le 19 décembre dernier, a témoigné de l'excellence retrouvée de nos relations. Concrètement, nous allons étroitement coopérer, à partir du milieu de l'année, avec les Turs pour assurer la sécurisation de la région de Kaboul, sous mandat de la FIAS. Enfin, nos échanges commerciaux sont depuis plusieurs années marqués par une dynamique très positive : la France est ainsi le cinquième fournisseur de la Turquie et l'un des tout premiers investisseurs. Tous les grands groupes français ont depuis longtemps fait le pari de la Turquie.

Vous avez déclaré récemment : « depuis le 3 octobre, le statut international de la Turquie a changé ». Pouvez-vous nous expliquer en quoi ?

Le statut international de la Turquie a changé car, de pays candidat, elle est devenue, le 3 octobre, un pays qui « négocie en vue de l'adhésion pleine et entière à l'Union européenne ». Autrement dit, elle est entrée dans la phase concrète des négociations qui pourront aboutir, si toutes les conditions sont remplies, à l'adhésion. Le 20 octobre, la Commission a engagé le screening, ou « criblage » de l'acquis communautaire, chapitre par chapitre. C'est la première étape en vue de la reprise de

l'acquis, tâche considérable puisque pas moins de 88 000 pages de règles et de directives devront être intégrées dans la législation turque. Un premier chapitre devrait pouvoir être ouvert très rapidement.

Selon vous, que peut apporter à l'UE l'adhésion de la Turquie ?

La Turquie peut d'abord rendre l'Union européenne plus forte. Il est de l'intérêt de l'Europe de pouvoir compter sur le grand pays qu'est la Turquie, pour parler d'égal à égal avec les grands ensembles comme la Chine, l'Inde, les États-Unis, demain la Russie, afin de mieux promouvoir ses valeurs et ses intérêts. La Turquie peut, si je poursuis dans cette même veine, permettre à l'Europe de davantage rayonner dans le monde, notamment en direction des pays musulmans. L'adhésion de la Turquie à l'Union européenne est le meilleur moyen de faire échec aux tenants de l'idéologie du « choc des civilisations ». Enfin, la société turque est extrêmement dynamique, jeune, entreprenante et créative. Les valeurs qu'elle porte en elle, celles du renouveau et du dynamisme individuel sont essentielles pour l'Europe de demain.

À votre avis, quels sont les principaux défis que la Turquie doit relever durant le processus d'intégration à l'UE ?

Il faut sérier ces défis. Il y a d'abord, au sujet des critères politiques, la nécessaire poursuite du processus d'adaptation aux normes européennes. Un travail considérable a été engagé au cours des dernières années. Il avait été initié par la précédente coalition ; il a été intensifié par le gouver-

nement de Recep Erdogan. Des réformes ambitieuses ont été entreprises, la Constitution a été largement amendée, des lois ont été adoptées. Il faut désormais s'assurer que tous ces changements très positifs se traduisent concrètement dans les faits. Il faudra aussi que le rythme des réformes se maintienne, que la liberté d'expression soit garantie comme l'égalité entre les hommes et les femmes. Ce sont là des messages du rapport de suivi publié par la Commission européenne le 9 novembre dernier. Je fais cependant le pari que tout cela devrait

pouvoir être surmonté dans les années qui viennent. Au-delà, je pense que deux autres défis particulièrement relevés se posent à la Turquie : l'agriculture et l'environnement. Les autorités turques en sont d'ailleurs parfaitement conscientes.

Pourquoi la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE soulève-t-elle autant d'inquiétude et de méfiance de la part des Français ?

Il est vrai que des opinions très diverses se sont exprimées en France au sujet de la Turquie. Cela continue à être le cas. Au-delà des raisons qui sous-tendent les prises de position de chacun et qui sont multiples, il faut admettre que la Turquie – par sa taille, son poids démographique, son identité – pose une question inédite à l'Europe. Le débat qui a lieu est nécessaire, il ne doit pas être escamoté. Avec la Turquie, l'Union européenne changera nécessairement de dimension.

Le président Chirac a toujours été favorable à l'adhésion de la Turquie à l'UE ;

Les relations franco-turques ont toujours été placées sous le signe d'une certaine passion. L'épisode que nous traversons aujourd'hui n'échappe pas à cette règle.

pourtant, à l'heure actuelle, une grande partie de l'opinion publique turque considère la France comme un obstacle à l'intégration de la Turquie en Europe. Comment analysez-vous cette situation ?

Le débat dont je parlais à l'instant a pu, et peut parfois encore, froisser nos amis turs. Il faut tout de même noter un phénomène très marquant : vous constaterez que, depuis que la Turquie a commencé à négocier, ce débat a pris un tour plus serein. Je crois aussi que d'un mal peut parfois sortir un bien. Ce débat a montré que les Français ne connaissaient pas bien la Turquie mais aussi qu'ils avaient envie d'en savoir plus. L'Express et Paris-Match ont tous deux consacré des dossiers de plusieurs dizaines de pages à la Turquie. De plus, cet intérêt pour la Turquie se ressent aussi dans les statistiques de la fréquentation touristique. En 2004, la Turquie a reçu 500 000 touristes français. En 2005, ils étaient entre 650 et 700 000, soit une augmentation de plus de 30 %.

Depuis avril 2005, la Turquie possède son titre francophone, « Aujourd'hui la Turquie ». Que pensez-vous de l'existence de ce titre quant à sa contribution à la francophonie et peut-il, selon vous, aider à une meilleure connaissance mutuelle des sociétés française et turque ?

J'ai, vous le savez, apporté dès le début mon soutien à ce projet. Je crois qu'il est particulièrement utile qu'un titre comme le vôtre reprenne le flambeau de la presse francophone en Turquie, qui a une longue et riche histoire. « Aujourd'hui la Turquie », en donnant la parole à tous ceux qui œuvrent, chacun dans son domaine, au rapprochement entre nos deux pays joue donc un rôle particulièrement utile et bienvenu.

Propos recueillis par
Mireille Sadège

Les relations d'affaires franco-turques à l'honneur au Sénat

Le 29 novembre 2005, le Sénat en collaboration avec Ubifrance a servi de cadre à des rencontres très privilégiées. Des intervenants et des interventions de qualité ont permis de démontrer que la Turquie est un pays dans lequel il reste beaucoup à faire sur le plan économique.

Jean-Maurice Verbois, chef des services économiques français en Turquie, Jacques Blanc, sénateur et président du groupe interparlementaire d'amitié France-Turquie, François Sporrer, Chef de la Mission économique d'Istanbul, leurs Excellences Paul Poudade et Ender Arat, respectivement Ambassadeurs de France en Turquie et de Turquie en France sont autant de personnalités qui ont tenu à faire partager leur confiance en l'avenir économique et social du pays. L'année 2005 a marqué le début des négociations pour son adhésion à l'Union européenne. En dépit de nombreuses voix virulentes sur le sujet, il est clair que le marché potentiel offert par ce pays

la Turquie présente un véritable intérêt pour des investisseurs potentiels français.

ne laisse personne indifférent. Ubifrance a donc invité quelques représentants de grandes structures économiques françaises à découvrir les possibilités de la Turquie.

Des perspectives très positives

C'est Jean-Maurice Verbois qui a ouvert le débat par une intervention sur la réalité de la situation économique actuelle en Turquie. Nous avons pu constater que ses propos mettaient à mal certains fantasmes sur les grandes difficultés du pays. M. Verbois a souligné que la Turquie avait su surmonter la crise de 2002. Elle a su assainir sa situation en dépit des instabilités.

Il a aussi affirmé que « Des opportunités existent aussi en termes de grands marchés publics : infrastructures portuaires, énergie (hydraulique ou nucléaire)... De même, les opportunités sont réelles en matière d'investissements et de fourniture d'équipements. L'heure est à la consolidation du secteur financier. Dans le secteur industriel, plusieurs grands ensembles se sont renforcés dans divers domaines (pétrole, sidérurgie...). Il faut également insister sur le facteur démographique : une douzaine de villes turques comptent plus d'un million d'habitants. » Le taux de croissance du pays a été de 6 % en 2005. C'est un chiffre plus qu'honorable qui confirme que la Turquie n'a pas encore fait état de toutes ses capacités en matière économique.

Le nouveau consommateur turc, ce grand méconnu

L'autre force économique de la Turquie est sa population. Jeune et avide de nouveautés, le consommateur turc constitue une cible de choix pour des produits dont le marché est arrivé à saturation dans les pays industrialisés. François Sporrer souligne que : « la consommation domestique a constitué le deuxième moteur de la croissance turque, après la reprise des exportations. » Malheureusement, son profil reste encore trop flou pour les industriels français.

De nouveaux besoins

Le goût pour la consommation des ménages turcs se révèle dans le succès que rencontrent actuellement certains produits d'équipement. Cem Akant, qui travaille pour le n°1 de l'électroménager turc, le confirme en soulignant qu'entre « 2001 et 2004, la production des produits blancs a doublé.(...) Les exportations ont quasiment triplé, passant de 2,8 millions à 7,3 millions

d'unités. Le marché de l'électroménager connaîtra une croissance de plus de 7 % en 2005, après avoir connu un véritable boom en 2004, les consommateurs ayant retardé leurs décisions d'achat. » Il explique aussi que « cette progression devrait se poursuivre, notamment du fait du rythme soutenu des mariages en Turquie (500 000 mariages par an). » Le besoin d'investir pour l'avenir se démarque aussi des objectifs des jeunes Turcs comme le démontre Levent Erden, PDG d'Euro-RSCG Turquie : « 99 % des Turcs rêvent d'acheter une maison ou une voiture. » La jeunesse de la population la fait aussi aspirer à un mode de vie différent. Levent Erden souligne par exemple qu'elle compte « 44 % d'internautes et cette proportion monte encore dans les grandes villes. » Preuve de cette mutation socioculturelle : le développement de la grande distribution : « le pays compte aujourd'hui un très grand nombre de centres commerciaux, alors que la Grèce vient d'inaugurer son premier centre commercial seulement la semaine dernière » conclut Levent Erden. Conséquence logique de cette soif de consommation : la recherche de financement. En toute logique, la banque et les produits financiers intéressent beaucoup ce nouveau consommateur turc. « ...On assiste, du fait de la conjonction de la croissance économique et d'une croissance démographique forte en Turquie, à une forte augmentation de la population « bancable », estimée à 36 millions de personnes en 2010 contre 27 millions en 2004. On constate également une forte progression des bilans bancaires. Ceci témoigne de la confiance retrouvée, tant dans les banques que dans l'avenir du pays et dans les perspectives d'évolution individuelles que les ména-

ges perçoivent pour eux-mêmes. » affirme Alain Bailly, membre du Conseil d'administration et Président du Comité d'audit de la Turk Ekonomik Bankasi (TEB). Cette nouvelle confiance dans l'institution financière couplée aux désirs consuméristes

du pays entraînent une progression des crédits. Alain Bailly ajoute que « Le consommateur turc n'hésite plus, en effet, à s'engager sur l'avenir et donc à s'endetter, sur

des durées de plus en plus longues. »

En conclusion...

Après cette longue journée riche en débats, tous les intervenants ont été unanimes sur le fait que la Turquie présente un véritable intérêt pour des investisseurs potentiels français. Les échanges sont tous allés dans le sens d'une meilleure reconnaissance de l'économie et de l'image turques. Les différents acteurs politiques et économiques comme les représentants de la mission économique française en Turquie, les investisseurs français déjà sur place et les hommes d'affaires turcs et français se sont réunis afin de souligner l'importance des relations économiques existant entre les deux pays mais également de témoigner de la grande capacité et du potentiel très important du marché turc et enfin de la nécessité de développer de façon urgente les relations d'affaires entre les deux pays et de s'intéresser à ce marché porteur d'avenir. Pour François Sporrer, « c'est maintenant qu'il faut investir en Turquie, autrement il sera trop tard. Il faut tourner la page des malentendus. » À l'heure où le débat sur l'adhésion de la Turquie à l'UE fait rage, de telles organisations ne pourront que contribuer à enrichir les discussions actuelles et à faire disparaître des clichés qui ont la vie bien dure.

Propos recueillis par Sujatha Samy



La question de l'intégration des Turcs en France



**Aydın Sezgin*

Le nombre des citoyens turcs résidant en France est d'environ 450 000. Ils possèdent quatre consulats dans les villes de Paris, Strasbourg, Lyon et Marseille. Environ 250 000 Turcs vivent à Paris et sa banlieue, viennent ensuite Lyon et Strasbourg, qui sont pratiquement à égalité, et enfin Marseille.

À la question de « les Turcs vivant en France ont-ils des problèmes d'adaptation ou d'intégration à la société française ? », ma réponse est oui. Il est utile de rappeler qu'une arrivée massive de nos citoyens en France s'est déroulée dans les années 1975 à 1980. Ces derniers venaient des régions les plus pauvres et les plus modestes de la Turquie. De plus, ils se sont répartis dans des zones géographiques très différentes et aujourd'hui, hormis la région parisienne, il est difficile de trouver des villes comptant une concentration importante de Turcs. On en trouve 2000 dans une région, 2500 dans une autre, formant ainsi des petits groupements. Au départ, leur objectif était de redresser leur situation économique et, arrivés à un certain niveau, d'effectuer un retour définitif dans leur pays. Considérant donc leur séjour en France comme provi-

soire, ils sont restés à l'écart de la société dans laquelle ils vivent et ont préféré, en tant que minorité, se replier sur eux-mêmes et vivre entre eux. En même temps, ils sont restés à l'écart de l'évolution socioculturelle vécue par la Turquie durant cette période. Leurs projets étant conçus dans le court terme, ils n'ont donc pas ressenti le besoin de bien pratiquer la langue française, tout comme ils n'ont fait que peu d'efforts concernant l'éducation de leurs enfants et leurs perspectives d'insertion professionnelle dans la société française. De même, ils ont négligé d'établir des contacts et des échanges permanents avec la société française. Bref, concernant la première génération, nous pouvons couramment constater une absence quasi totale d'intégration à la société française. En revanche, la seconde génération a fait

beaucoup de progrès dans ce domaine, même s'il reste encore d'importants efforts à faire. À l'heure actuelle, la jeune génération représente environ 50 % de la population turque vivant en France. Cette génération ne pense pas comme ses aînés et ne considère plus son séjour comme provisoire mais plutôt définitif. Ils sont nés et ont grandi ici, ils possèdent des biens immobiliers et leurs enfants sont normalement scolarisés. La situation actuelle voit cette seconde génération ne plus considérer son existence ici comme provisoire, mais être bien installée, ce qui laisse penser que les problèmes d'intégration des Turcs dans la société française seront désormais moins importants. D'ailleurs, nous ne pouvons que les encourager à faire de plus en plus d'efforts d'intégration.

**Consul général de Turquie à Paris*

Les relations franco-turques, « une longue histoire d'amour »



*Garip Turunç

Au regard de l'histoire des relations entre la France et la Turquie, les tensions vécues ces derniers temps constituent à mes yeux une « anomalie ». Car, sur le plan politique, les relations entre ces deux pays, durant plus de cinq siècles, ont toujours été excellentes et elles le sont d'ailleurs toujours. C'est même une longue histoire d'amour. Les malentendus proviennent d'une politique politicienne interne à la France. Certains hommes politiques, à des fins électorales, utilisent le vieux discours idéologique sur un conflit des cultures pour empêcher l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Les premières relations entre les deux pays remontent au début de XVI^e siècle. En 1524, François I^{er}, après sa défaite face à Charles Quint à Pavie, cherche une alliance militaire pour sauver la France. Il s'adresse alors à l'Empire ottoman, présent sur le territoire européen depuis 1354, seule puissance capable de rivaliser avec l'Empire germanique. Le sultan Soliman le Magnifique intervient alors sur trois fronts. Il attaque l'aile orientale de l'Empire germanique, occupant la Hongrie en 1529. Si le siège de Vienne se solde ensuite par un échec, il a néanmoins fortement diminué les forces impériales. Enfin, Soliman envoie une flotte en Méditerranée pour assiéger Nice, alors aux mains des Espagnols.

En 1535, la France installe sa première ambassade à Istanbul, avant la signature, l'année suivante, du premier traité, appelé alors « capitulation ». Le sultan accorde sur son territoire des « privilèges » à la France dans trois domaines : juridique, commercial et surtout culturel et cultuel. Il garantit la sécurité des pèlerins et des religieux de rite latin, mais surtout des négociants français, installés en particulier dans les Échelles du Levant (Smyrne, Alep, Saïda, Le Caire, Alexandrie, Damiette, Constantinople, Salonique). Par ailleurs, l'ambassadeur de France à Constantinople a la préséance sur ses collègues, à commencer par l'ambassadeur du Saint Empire romain, montrant la prééminence reconnue à la France.

Cette alliance se poursuit et se renforce avec les successeurs de François I^{er} et de Soliman le Magnifique. Que ce soit avec Henri IV, Louis XIV, ... les chrétiens de l'Empire ottoman bénéficient de protection, ils ont accès aux Lieux saints, construisent des églises, des couvents et des écoles. À tel point que Voltaire, dans Can-

dide, présente un Empire ottoman tolérant : ses personnages trouvent le repos dans une cour de mosquée à Istanbul où musulmans, catholiques, protestants et juifs vivent en paix. L'ambassadeur dira même que « les Français vivent ici comme s'ils étaient au milieu de la France. »

D'ailleurs, cette entente cordiale sera très mal perçue et suscitera de la jalousie dans le reste de l'Europe. La France a été accusée d'être l'ennemi de la chrétienté, faisant le lit du « Grand Turc », meneur du monde musulman et exposant à ses dangers. Louis XIV a été ainsi surnommé le « représentant du sultan à Versailles », voire le « turban de Versailles ».

En 1739, le traité de Belgrade, conclu sous l'égide de la France entre l'Autriche et l'Empire ottoman, montrera le parallélisme des stratégies et la coopération franco-turque, qui assurera à la France l'annexion de la Lorraine et permettra un nouvel élargissement des capitulations.

Les premiers revers, enregistrés au début du XVIII^e siècle, font prendre conscience à l'Empire ottoman qu'il lui est nécessaire de se réformer en se mettant à l'école de l'Europe. De cette nécessité, Mehmet Efendi, au retour de son ambassade à Paris en 1720, se fait le champion déclaré. Il a été séduit par la France et entend qu'elle séduise tout l'Empire. En 1727, on ouvre la première imprimerie. Le comte de Bonneval (1675-1747) modernise l'artillerie ottomane, jadis la plus remarquable du monde, devenue vétuste. Dès lors, le train des réformes s'accélère sous la conduite du baron de Tott – un Français d'origine hongroise – et de ses successeurs. Il n'est pas jusqu'à l'art le plus sacré qui ne devienne *a la franga* : après les peintures profanes de fleurs et de fruits de la salle à manger d'Ahmet III (1710), la mosquée Nur-u Osmaniye (1748-1755) en apporte la preuve – avant que le palais de Dolma-Bahçe, en 1835, ne copie les grands châteaux français. Pour couronner le tout, le français devient, en 1834, la deuxième langue officielle.

Le début du XIX^e siècle, marqué par les idéologies de lutte des civilisations et d'expansion coloniale, se déroule au détriment de l'Empire ottoman. Pour la France et d'autres pays d'Europe, « la question d'Orient » n'est ni plus ni moins qu'un grignotage des territoires ottomans. Rien d'étonnant donc à ce que Louis XVIII s'allie à la Russie et à l'Angleterre pour libérer la Grèce du joug ottoman. Ce n'était qu'un accident de parcours, puisque l'alliance franco-turque va reprendre

rapidement ses droits. Lors de la guerre de Crimée (1853-1855), la France, l'Angleterre et l'Empire ottoman combattent les Russes. Le traité de Paris de 1856 introduit la notion de « concert des nations européennes », auquel l'Empire ottoman serait pleinement associé. Conscient de l'obsolescence de ses structures étatiques et craignant de se laisser engouffrer par l'archaïsme de ses institutions, l'Empire ottoman est bien décidé à s'inspirer de l'Europe, comme l'atteste un extrait du discours du sultan Abdulmedjid, prononcé en 1855 devant l'ambassadeur français auprès de la Sublime Porte : « J'espère fermement que mes efforts incessants pour le bonheur de tous mes sujets seront couronnés du succès désiré, et que mon empire, devenu désormais un des membres de la grande famille européenne, prouvera à l'univers entier qu'il est digne d'occuper une place importante dans le concert des nations civilisées. »

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'alliance bénéficiera surtout à la France. L'Empire ottoman tombe en léthargie. Petit à petit, les privilèges accordés par Soliman le Magnifique se sont transformés en droits. Les sultans ont besoin d'argent et ils empruntent aux négociants français. Et quand les dirigeants ottomans font confiance à la France, ils se sentent trahis. En 1878, le traité de Berlin consacre le démantèlement de l'Empire dans les Balkans et à l'Est. Mais, dès son arrivée au pouvoir, Mustafa Kemal, francophile (il suffit de visiter le mausolée d'Ataturk à Ankara pour être impressionné par la place que tenaient dans sa bibliothèque les livres – en français – des auteurs des Lumières, de la Révolution française et les œuvres complètes de Napoléon) et européen convaincu, renouera les relations avec la France. Une phrase résume sa philosophie et son action : « Les peuples non civilisés sont condamnés à rester dans la dépendance de ceux qui le sont. Et la civilisation, c'est l'Occident, le Monde moderne, dont la Turquie doit faire partie si elle veut survivre. La nation est décidée à adopter exactement et complètement, dans le fond comme dans la forme, le mode de vie et les moyens que la civilisation contemporaine offre à toutes les nations. »

Les héritages de cette longue histoire des relations sont visibles dans la Turquie d'aujourd'hui : la société turque est francophile (d'innombrables mots sont empruntés à la langue française) ; ses élites connaissent l'Occident grâce à la France ; les intellectuels et la classe politique ont tous reçu une éducation française, notamment par le biais du lycée et de l'université de Galatasaray. Au niveau administratif, les institutions sont une copie conforme des institutions françaises. Il y a plus de 150 ans, le sultan Abdulmedjid a voulu en effet calquer les codes civil et de commerce sur les codes napoléoniens. Le découpage administratif de la Turquie est identique à celui de la France : communes, cantons, arrondissements, départements. Une partie des élites administratives turques passent d'ailleurs par l'ENA. Et, bien sûr, il y a la laïcité. La Turquie est le seul pays au monde à appliquer la laïcité à la française.

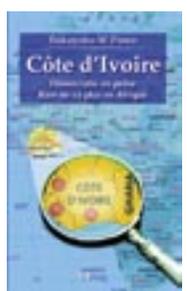
Comment peut-on comprendre, dans ces conditions, les débats menés en France ces derniers temps concernant la Turquie ? C'est en fait l'altérité, la pierre de touche de ces relations, qui demande à être gérée par les Français et les autres Européens hostiles à l'adhésion de ce pays à l'Union européenne. Le repli identitaire, les peurs, les fantasmes et, encore moins, la xénophobie et le racisme ne peuvent constituer des raisons légitimes pour rejeter la candidature d'un pays, d'une société, d'une culture qui ont beaucoup apporté à l'Europe. Il faut se garder de faire comme si aucune trace de l'histoire « ancienne » ne subsistait dans la mémoire et l'imaginaire européens – un de mes collègues était moyennement convaincu un jour où je l'assurai qu'un protestant français sait doublement ce qu'il doit aux Ottomans, sans lesquels l'Europe d'aujourd'hui aurait été modelée par Charles Quint, puis par la Contre-Réforme. Une réintégration doit être faite de l'histoire du monde turc dans la propre historicité de l'Europe, non comme une marge barbare, mais comme un acteur proche et un partenaire avec lequel on a une histoire partagée et pas seulement dans le registre de l'affrontement. Il appartient aux historiens d'aider à une interprétation « revisitée » des rapports des Européens avec lui et à une intelligence des évolutions d'une société jugée incompréhensible et qui fait peur – du moins aux yeux du plus grand nombre. C'est là que l'historien, avec le sens de la durée et le recours didactique à certains modèles, peut apporter une respiration qui manque.

Le repli identitaire, les peurs, et le racisme ne peuvent constituer des raisons légitimes pour rejeter la candidature d'un pays, d'une société, d'une culture qui ont beaucoup apporté à l'Europe.

Dès son arrivée au pouvoir, Mustafa Kemal, francophile et européen convaincu, renouera les relations avec la France.

**Maître de conférences à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV
Professeur associé à l'Université Galatasaray d'Istanbul*

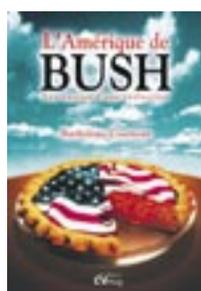
Aux Éditions CVMag



« Côte d'Ivoire, Démocratie en peine Rien ne va plus en Afrique », 240 pages, par Bakayoko M. Pasco, 25 euros.



« Les médias turcs et la politique européenne de la Turquie », 504 pages, par Hossein Latif, 29 euros.



« L'Amérique de Bush, les enjeux d'une réélection » 300 pages, par Barthélémy Courmont, 14 euros.



« JavoueTout, Confession contemporaine », 148 pages, par Daniel Latif, 14 euros



« La France et la Turquie dans l'Alliance atlantique », 314 pages, par Mireille Sadège, 22 euros

La fondation Marmara : la porte de l'Eurasie



*Akkan Suver

Akkan Suver est le président de la Fondation de Recherche Stratégique et Sociale du Groupe Marmara. Il nous explique la raison d'être ainsi que les projets et les objectifs de la Fondation.

La fondation Marmara a 20 ans, mais quelle est sa mission et de quelle manière fonctionne-t-elle ?

Il s'agit d'une fondation créée tout d'abord par un groupe d'amis. Par la suite, nous sommes devenus une fondation afin de légaliser nos activités, et nous avons obtenu un statut officiel. La fondation Marmara, grâce à ses nombreuses et importantes activités, s'est constituée en tant que lobby, et a fait connaître la Turquie ; c'est une fondation internationale qui mène des actions positives en faveur de la Turquie. À la fin de l'année 1985, nous avons commencé à utiliser l'expression « identité de la société civile » très peu répandue à l'époque.

Depuis la création en 1985, il y a donc vingt ans, je suis le seul président de cette fondation à n'être pas député. Tous les présidents qui m'ont précédé remplissaient aussi la fonction de député. J'ai accédé à ce poste à la fin de l'année 1998.

Pendant mon mandat, j'ai accordé beaucoup d'importance aux « réunions de l'Eurasie, aux dialogues interculturels, aux relations entre la Turquie et l'Union européenne, aux droits de l'homme et au statut de la femme ».

Pourquoi ces deux sujets sont-ils importants à vos yeux ?

Commençons par le second thème. La Turquie est un pays multiculturel, il y a ici des civilisations disparues et d'autres qui sont vivantes. Il n'y a pas d'autre endroit au monde qui ait vu passer autant de peuples différents. Si nous possédons une telle quantité de différences et de richesses sur les plans social, culturel et politique, nous le devons à l'avantage que représente la pluralité des régions et des peuples. Et le plus remarquable, c'est que nous vivons avec les trois religions sous toutes leurs formes depuis des siècles. Nous vivons également les différents courants issus de l'islam au cours du temps. Le catholicisme français est différent du catholicisme levantin, qui lui-même se démarque du catholicisme rattaché au Vatican... Les catholiques, les orthodoxes, les grégoriens, les Arméniens, les juifs, les musulmans avec les différences intrinsèques qui les caractérisent, vivent parmi nous. En résumé, toutes les confessions

de toutes les religions et de toutes les croyances ont vécu, vivent et vivront sur ces terres.

J'ai abordé ce dialogue et cette coopération interculturels sous l'approche de la paix et de l'amour. Du reste, suite à notre travail, la fondation Marmara est devenue membre de la division du Dialogue interculturel de l'Unesco. Nous travaillons en collaboration avec elle, et nous participons à des réunions. Nous organisons beaucoup de réunions au niveau international. Je pense

que plus le dialogue interculturel sera présent en Turquie, plus ce pays deviendra fort.

Il y a un autre sujet qui revêt une grande importance pour moi, il s'agit de l'Eurasie, les deux seuls pays au monde qui peuvent se prétendre eurasiens sont la Russie et la Turquie. Autrement dit, des pays qui se situent à la fois en Europe et en Asie. Même si la Russie a été secouée par des événements et a été divisée au cours des 15 dernières années, elle était et reste « la Grande Russie ». Au niveau géopolitique, la Russie est un pays voisin, nous vivons ensemble, nous partageons le même espace géographique. Je me suis dit « Pourquoi la Turquie et la Russie ne fonderaient-elles pas une union eurasiennne ? » Le résultat est qu'actuellement 31 pays suivent cette voie de l'Eurasie, que nous avons ouverte au départ avec six autres pays. Nous nous sommes institutionnalisés sous le nom de Secrétariat général du Sommet économique eurasiennne. Parmi nous il y a des Russes, des Azerbaïdjanais, des Bulgares, des Géorgiens et des Ouzbeks.

Actuellement, l'idéal prioritaire de la Turquie est d'être membre de l'Union européenne. La Turquie fait d'importants sacrifices et mène des actions d'envergure pour faire partie de l'UE. Mais, pour la Turquie, faire partie de l'Union européenne ne signifie pas pour autant oublier l'Eurasie. Le jour où elle sera membre de l'Union européenne, la Turquie possèdera les capacités de favoriser la présence de l'Azerbaïdjan, de la

Mongolie, de la Kirghizie, du Kazakhstan, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, et même de la Géorgie dans cet espace.

Mais alors, avec cette vision occidentale de la Turquie, comment une intégration conforme à nos propres critères est-elle possible ?

Atatürk nous a mis face à face, côte à côte avec le monde civilisé, et ceci dans un laps de temps très court. Atatürk a préféré se tourner vers l'Occident avec le Traité de Lausanne. Il n'a vu aucun inconvénient à prendre comme modèle les principes éducatifs de la France, ainsi que le code pénal et le code de commerce. Ce que je voudrais vous dire ici, c'est que nous avons les aptitudes et les capacités à nous conformer aux règles de l'Occident ciblé par Atatürk, malgré tous les obstacles qui peuvent être mis sur notre route.

Certaines choses sont temporaires, comme les pouvoirs en place par exemple... Les gouvernements se renouvellent tous les

quatre ou cinq ans. Les nouveaux arrivants pensent toujours que leur pouvoir est éternel. Mais tout a une fin. C'est pourquoi chaque homme d'État doit faire vivre ses idées même s'il n'est pas au pouvoir. Ceci est réellement important, et doit être considéré comme une des qualités premières du politicien. C'est ce qu'a fait le grand Atatürk. Il a montré au peuple turc l'Occident comme un objectif à atteindre, ainsi que les richesses, et la modernité qui caractérisent l'Europe. Cela ne veut pas dire aller travailler aux Pays-Bas, en France, en Belgique ou en Allemagne, ou bien aller vivre dans ces pays. Ceci indique bien que les Turcs aspirent au moins autant au confort et à la prospérité que les gens qui sont originaires de ces régions du monde, et qu'ils en ont le droit. C'est ce qui nous a poussés à mettre en place le Sommet eurasiennne de l'Économie, pour consolider les liens entre les pays d'Asie et d'Europe, partant de l'idée que l'Europe s'inscrit dans un espace géographique plus large, l'Eurasie.

En tant que fondation, nous menons différentes actions nationales et internationales. Dans le cadre des opérations régionales, je peux citer comme exemple l'action qui a été menée dans la ville de Mardin, en Turquie. Nous avons organisé la Fondation 180 Femmes de Turquie, nous les avons emmenées là-bas, et nous avons offert des possibilités de travail à 117 femmes choisies par la préfecture de ce département. D'autre part, cette année, nous avons mis en place des actions concernant l'éducation à Ankara. Nous avons rassemblé des jeunes diplômés du lycée n'ayant pas pu finir leurs études universitaires. Nous leur avons assuré des cours de comptabilité et d'informatique, d'assistance de direction et de gestion d'assurance, et nous leur avons proposé des opportunités d'emplois. Nous avons mis en place une réunion au Sénat français à Paris, le 18 décembre 2005, sous le nom « La laïcité : 68

ans en Turquie, 100 ans en France ». La réunion a été ouverte par un discours du vice-président du Sénat français, et elle s'est terminée sur le discours de clôture de Yasar Yakis, ancien ministre turc des Affaires étrangères. Nous avons participé à cette réunion en compagnie de députés, d'académiciens, de journalistes, de représentants des organisations de la société civile turque. C'est pourquoi nous avons continué avec la France, en 2005, les travaux portant sur les liens entre l'Union européenne et la Turquie que nous avons entrepris en 2004 au Palais d'Egmont à Bruxelles, travaux orientés par la logique de la société civile.

Quelles sont les fondations et les entreprises avec lesquelles vous avez des activités communes ?

Cela varie. Parmi nous, il y a des académiciens diplômés de différentes universités. Nous bénéficions de leur expérience. Mais notre plus grand atout, c'est de disposer d'une population active.

En tant que fondation de la société civile, quels sont les problèmes qui doivent être résolus de manière prioritaire et auxquels vous êtes particulièrement sensible ?

Je voudrais souligner que la Turquie croit fermement en l'Union européenne. Il faut absolument faire vivre le dialogue interculturel, ne pas le mettre à mal. Je veux aussi faire remarquer que le patriarcat du Phanar, le patriarcat arménien, le grand rabbinat de Turquie, le patriarcat syriaque doivent être des opportunités pour la Turquie. Quelqu'un doit les faire valoir comme des opportunités. Car les richesses que nous possédons ne sont pas seulement les nôtres, elles ne s'inscrivent pas que dans notre aire géographique, elles font partie du patrimoine mondial. Le premier objectif de la fondation Marmara est de faire croître ces richesses.

Propos recueillis par Bilge Demirkazan

2006 : l'année de la francophonie

(Suite de la page 1)

à tous les francophones du monde la possibilité de communiquer et de s'informer en français. Car l'enjeu de la francophonie ne se limite pas à la simple défense d'une langue, mais s'étend à la diversité culturelle et au dialogue entre les différentes cultures. En effet, à la francophonie sont attachées des valeurs comme la défense des libertés, la démocratie, la paix et le progrès.

Du siècle des Lumières aux philosophes de Saint-Germain-des-Prés, de Montaigne à Sartre ou Boris Vian, cette langue s'est nourrie des idées rencontrées au fil de l'histoire et a modelé son vocabulaire, donnant à certains et empruntant à d'autres. Au cours des épisodes coloniaux et dans son extension outre-mer, elle a aussi élargi ses frontières, ses paysages et a gagné en couleurs et en diversité.

Au moment où j'écris ce texte, une femme vient d'être élue à la présidence de la République du Chili, Michelle Bachelet, 54 ans, mère célibataire de 3 enfants. Un

événement extraordinaire si l'on sait que sur 140 États membres de l'ONU, trois seulement ont une présidente à leur tête. C'est du jamais vu et était quasiment inimaginable il y a encore quelques années dans ce pays considéré comme l'un des plus conservateurs d'Amérique latine. Est-ce le signe d'une reconnaissance du rôle des femmes en politique ? Ou bien n'est-ce là qu'une exception qui vient confirmer la règle ? L'année 2006 marquera-t-elle un tournant dans la vie publique, celui de l'arrivée triomphale des femmes dans les hautes sphères du pouvoir ? En France, depuis de nombreuses années, une femme, Michèle Alliot-Marie, est à la tête du ministère de la Défense et, depuis plusieurs mois, Ségolène Royal fait figure de favorite pour l'élection à la présidence de la République de 2007, même s'il est encore trop tôt pour se prononcer. Alors la tendance se confirmera-t-elle au cours de cette année ?

**Mireille Sadège, journaliste, Docteur en histoire des relations internationales Enseignant aux Universités des Bahçeşehir*

Le management stratégique et la gestion de crise

La crise nous fait reprendre conscience de ce qui nous entoure, elle perturbe les gens, mais elle les force aussi à penser à l'avenir, à réfléchir sur ce qu'il faut faire. Elle crée ainsi l'occasion de saisir de nouvelles opportunités. Certes elle a un coût, qui se répercute à toute l'économie.

Comment tirer profit d'une situation de crise et que peut apporter une crise bien gérée à un pays et à son économie dans le marché global ?

Sous la présidence du professeur Erol Eren, un congrès réunissant des chercheurs et des chefs d'entreprise, organisé par l'Université de Beykent, aura pour objectif d'apporter des réponses à ces questions. Il se déroulera du 8 au 10 juin 2006 à l'Hôtel Dedeman d'Istanbul. Le professeur Eren nous parle de ce rendez-vous annuel du management stratégique.



Quand j'étais professeur à l'université Dogus, j'avais toujours en tête d'organiser une conférence sur le management stratégique international. L'université Çanakkale organisait toujours des conférences, des congrès à un niveau international. Je voulais, moi aussi, réunir les spécialistes mondiaux autour des questions de la gestion stratégique afin de mettre en place un espace de travail où les académiciens, les chefs d'entreprise, pourraient partager le fruit de leurs recherches et leurs connaissances. Par la suite, j'en ai parlé à Ali Akdeniz, professeur à l'université Çanakkale. Il m'a répondu qu'il y voyait un intérêt certain et que cela pourrait être d'une grande utilité. Nous avons décidé d'organiser cette conférence en 2005, à Canakkale. J'ai préparé tous les programmes. Le comité d'organisation revêtait une grande importance. Nous avons constitué ce comité, et ensuite

nous avons mis en place le secrétariat de la conférence. Parallèlement, nous avons créé le comité d'arbitrage. Nous avons entretenu une correspondance mondiale sur le sujet. Il a fallu travailler de manière intense pendant deux mois. Par la suite j'ai changé d'université, j'ai commencé à enseigner à l'université du Commerce d'Istanbul, et nous avons continué ce travail là-bas. Nous avons repensé l'organisation et, au début de la période estivale, nous avons commencé à envoyer des lettres de présentation de la conférence aux instances concernées. À la suite de quoi nous avons fait publier des brochures, et nous les avons envoyées aux universités. La conférence a été annoncée aux professeurs des autres universités par courrier électronique et nous avons reçu 300 réponses positives pour cette conférence. Après appréciation du comité d'arbitrage, nous avons sélectionné et retenu 100 candidatures. La conférence a débuté le 23 juin et a pris fin le 25 juin. Nous avons réussi à concrétiser une participation internationale. De plus, la conférence a plu, elle a été appréciée.



Nous avons pu noter une participation du secteur industriel. Parmi les très nombreuses communications, beaucoup venaient des universités, la plupart provenant de Turquie, d'Europe, et des Balkans. Nous en avons reçu aussi d'Afrique, et des États-Unis. L'histoire de la conférence débute en mars 2003, avec la participation des organisations de la société civile, et se prolonge jusqu'à nos jours, avec la réalisation d'une seconde conférence qui aura lieu à l'Hôtel Dedeman du 8 au 10 juin 2006.

Le thème reste le même, à savoir « le management stratégique ». Cependant, nous avons quelque peu modifié l'étendue du sujet. Nous avons surtout introduit la notion de gestion de crise. Nous avons ajouté quelques éléments concernant la résolution des problèmes qui touchent les petites et moyennes entreprises. Nous nous sommes tout particulièrement penchés sur la question de la possibilité de changement, ou « comment rendre active la politique du changement dans les situations de crise. » De manière générale, nous nous sommes plus orientés vers la notion de crise, les crises qui surgissent sur le plan mondial, et les situations de crise.

**Le Dr. Erol Eren est professeur et doyen de la faculté des Beaux-Arts à l'Université de Beykent*

Propos recueillis par Gökhan Uğur

Un homme d'affaires polyvalent : Saadettin Saran

Du marketing aux médias, en passant par le sport et l'industrie de défense, il est partout.

Comment gère-t-on des activités aussi différentes les unes des autres ? Quelle est la clé de ses succès ?

Vous dirigez un groupe dont les activités concernent des secteurs très différents. Dans quels secteurs travaille le groupe Saran en Turquie ?

Nous sommes un groupe de 13 entreprises réparties sur 4 secteurs : l'énergie, le marketing, les médias et l'industrie de défense.

Avez-vous commencé vos activités dans ces quatre secteurs en même temps ?

Non. À l'origine, je suis ingénieur en mécanique. J'ai travaillé en tant que directeur d'une entreprise industrielle de défense américaine, mais je n'avais aucune intention de rester aux États-Unis. En 1989-1990, les chaînes de télévision privées n'existaient pas encore en Turquie. Présentant que ce secteur serait très important en Turquie dans les années qui suivraient, j'ai commencé à m'intéresser au marketing, aux droits de retransmission ou encore à la publicité qui allaient y être liés. Les droits de retransmission ont commencé avec le football, puis se sont étendus à des domaines aussi différents que le basket-ball ou les dessins animés. Puisque nous exportons des programmes à l'étranger, autant assurer nous-mêmes leur doublage. Nous avons fondé quatre studios. En rachetant une radio sportive qui périssait, nous nous sommes lancés dans le secteur de la radio. Comme nous en étions contents, nous avons fondé quatre autres radios. Quant à l'énergie, nos travaux se concentrent sur

les centrales hydroélectriques. Dans l'industrie de défense, nous représentons une grande firme américaine en Turquie.

Quelle est votre stratégie en tant que propriétaire d'entreprises aux objectifs différents mais toujours haut placés ?

Il est très important de créer une bonne équipe, de travailler avec les bonnes personnes. Notre équipe est particulièrement sérieuse et professionnelle. Nous formons nos employés et créons pour eux un contexte familial. Ils ne se séparent que rarement de notre groupe !

Dans quel secteur pensez-vous être le plus performant ?

Je vais vous répondre par celui qui prend le plus de notre temps : le marketing des programmes télévisés, les droits de diffusion et les radios.

En tant qu'homme d'affaires accompli, pouvez-vous nous donner votre opinion sur la situation économique de la Turquie depuis la crise de 2001 ?

Le plus grand problème de la Turquie est le chômage. Mais notre pays a beaucoup évolué depuis 2001. En regardant les taux d'inflation et de croissance, nous pouvons dire que nous sommes dans une bonne période. Tout n'est pas parfait, évidemment, mais la situation est bien meilleure qu'en 2001 en tout cas !

Quels sont vos secteurs d'activités à l'étranger ?

Nous sommes une firme internationale. Nous allons ouvrir prochainement une agence de publicité en Ukraine. La situation de l'Ukraine aujourd'hui est celle de la Turquie il y a 10 ans. Donc tout ce que j'avais prévu à l'époque quant au développement des marchés en Turquie est transposable à l'Ukraine d'aujourd'hui. Elle offre les mêmes potentiels de développement. Nous avons, par ailleurs, des

succursales en Suisse et à Londres.

Quels conseils donneriez-vous à de jeunes hommes d'affaires ?

Ils doivent savoir partager. Que ce soit dans leurs projets ou dans leurs succès réels, sans partage, rien n'est possible. Un des facteurs majeurs de notre réussite est notre sérieux et le respect de la parole donnée.

Quelles sont vos relations avec la France ?

Dernièrement, le maire de Cannes a voulu s'entretenir avec moi du rachat du Club de football de Cannes. Il voulait que j'en devienne le propriétaire. J'ai refusé pour plusieurs raisons. Par ailleurs, je vais souvent à Cannes pour les droits du festival du film ainsi que pour les salons.

Pourquoi n'avez-vous pas voulu racheter le Club de Cannes ?

Le maire de Cannes m'a parlé d'une façon très directe. Il m'a dit : « De riches Arabes veulent racheter le club mais nous ne souhaitons pas le leur vendre. Si vous le rachetiez, nous en serions très heureux. » Tout cela semblait positif, évidemment. Cannes est une ville magnifique, son club a un passé brillant et de nombreux joueurs de qualité en sont sortis. Mais sa structure financière ainsi que le fait qu'il évolue en troisième division m'ont déplu. Les locaux aussi m'ont paru insuffisants. Voilà pourquoi cela ne s'est pas fait.

Vous avez pris une participation dans le club de Dortmund, en Allemagne. Quel pourcentage du capital possédez-vous ?



J'ai revendu ces actions. Je voulais acquérir la totalité des actions mais l'accord ne s'est pas conclu. Pensant que le club entretrait alors dans une crise financière d'ici un an, j'ai décidé de vendre les actions que je possédais.

Vous avez fait partie du comité de direction de Fenerbahçe. Parlons donc un peu de football et de Fenerbahçe. Désirez-vous devenir un jour président du club ?

C'est difficile à dire. Je déclare sans problème ce que je veux réaliser. Certains restent discrets quant à leurs objectifs, mais il ne serait pas honnête de ma part de dire, en tant qu'ancien membre de la direction d'un club, que je ne voudrais pas en devenir le président.

Que conseilleriez-vous aux investisseurs potentiels en Turquie ?

Je ne peux parler que pour mon secteur d'activité. Mais si je devais investir en Turquie, je placerais aujourd'hui mon argent dans l'immobilier.

Propos recueillis par Hüseyin Latif, Kemal Belgin, Bülge Demirkazan

Le Roman de Constantinople de Gilles Martin-Chauffier

Ce roman est le septième livre de Gilles Martin-Chauffier. En plus de ce prolifique travail d'écriture, déjà récompensé par de nombreux prix littéraires, il exerce les fonctions de rédacteur en chef de Paris-Match. Rencontre avec un grand amoureux de la Turquie, qui lui a consacré son dernier ouvrage.

Pourquoi ce Roman de Constantinople ?

D'abord par amour. Par amour pour Byzance et Constantinople. C'est un coup de foudre qui remonte à mes années de lycée. Un devoir m'a transporté dans l'Empire byzantin. Cette découverte fascinante m'a poussé à faire mon premier voyage à Istanbul. J'ai par la suite réalisé des reportages pour la rubrique Tourisme de Paris-Match sur le pays et j'ai des amis qui vivent à Istanbul. D'ailleurs, au début, le Roman de Constantinople devait être celui d'Istanbul. La parution de cet ouvrage en 2005 constitue une coïncidence intéressante. Cette année ont débuté les négociations concernant l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Comment avez-vous procédé pour rédiger cet ouvrage ?

Il m'a fallu un an pour écrire ce livre,

dont 3 mois totalement dévolus à la lecture d'ouvrages historiques. Ce livre est un mélange de romanesque et d'histoire. D'ailleurs, celle de Byzance est longue et confuse. Il m'a fallu opérer une sélection que j'ai articulée autour de quelques personnages importants et d'événements majeurs. Il a fallu choisir sinon un tel travail aurait été impossible. Je pense qu'historiquement, on peut faire l'Europe sans la Turquie mais on ne peut pas raconter l'histoire de l'Europe sans évoquer la Turquie. Constantinople nous a transmis notre culture latine et chrétienne. Quand les Ottomans ont quitté l'Europe, le sort des grandes capitales de l'Europe de l'Est a continué à se jouer à Istanbul.

L'idée était d'avoir un livre qui dirait qu'on ne peut pas faire l'Europe sans Istanbul.

Comment ce livre a-t-il été accueilli en France ? Sera-t-il publié en Turquie ?

Il s'est vendu à presque 30 000 exemplaires. Il a été très bien accueilli en France, même si les gens ne sont pas vraiment favorables à l'entrée de la Turquie dans l'Europe. J'ai reçu beaucoup de courrier. Certaines personnes qui, a priori, n'étaient

pas favorables à la Turquie, m'ont écrit pour me dire que le livre leur avait permis de changer de point de vue sur la question. Il va être publié en Turquie après avoir été traduit en turc par les éditions Akim. J'attends la réaction des Turcs.

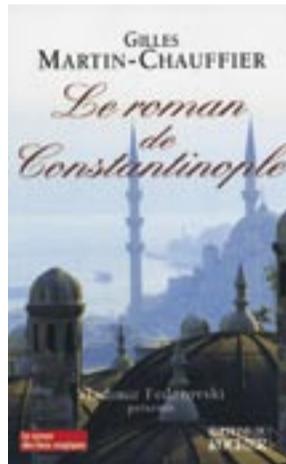
Pourquoi une opinion si défavorable à l'entrée de la Turquie en Europe ?

Ça n'a pas toujours été le cas. En 1950, au moment du choix du drapeau et de l'hymne, il était clair pour tous qu'Ankara faisait partie des membres possibles. La Turquie faisait figure d'exemple. C'est un pays qui a connu presque 500 ans de paix. Malheureusement, depuis 50 ans, le regard des Européens sur le pays a beaucoup changé. L'immigration

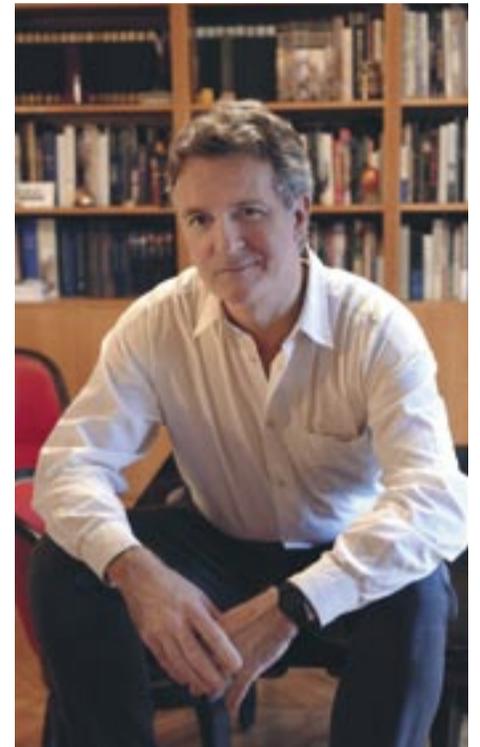
massive et le terrorisme ont beaucoup influencé les esprits. Du coup, le monde musulman fait peur.

Dans votre conclusion, vous écrivez « ne fondons pas l'Europe sur des critères religieux, ce serait préméditer son assassinat. »

L'Europe par définition, doit être fondée sur le principe franco-turc de la laïcité. L'État doit rester neutre. L'Europe actuelle



Propos recueillis par Mireille Sadège



ALEF : la joaillerie comme un des Beaux-arts

Promouvoir la formation dans le secteur de la joaillerie en Turquie et aussi transmettre les connaissances séculaires du marché aux nouvelles générations, ce sont là les objectifs de l'atelier ALEF. Sa directrice Yeşim Yüksek nous parle des bijoux sous toutes leurs formes.

Tout d'abord, depuis quand l'atelier ALEF existe-t-il et que fait-il exactement ?

Nous avons ouvert en juin 2005. Nous sommes encore nouveaux sur le marché, mais nous animions auparavant un centre d'art et de culture et un atelier de joaillerie. Nous y avons déjà commencé notre programme de cours. Nous avons formé des artistes pendant 3 ans, et ceux-ci ont maintenant ouvert leurs propres ateliers ou travaillent dans des entreprises. Lorsque notre atelier a fermé, nous avons voulu nous installer dans nos murs. Nous proposons une formation, des conseils en design et de l'information sur la mode pour les entreprises. La joaillerie en Turquie est un secteur très important, mais la formation y est insuffisante et les éléments bien formés y restent rares. La Turquie est le second plus grand exportateur de bijoux



du monde, après l'Italie, mais produire des tonnes de produits ne suffit pas, il faut savoir créer des modèles originaux. C'est pour cela que nous avons besoin de lieux de formation. Nous voulons que les techniques anciennes soient transcrites sur papier, car nous n'avons pas de documents à leur sujet. Elles ont été transmises oralement de maître à disciple au fil du temps. Certaines ont été perdues. Dans notre secteur, l'archivage est très insuffisant. Nous organisons des groupes de communication sur Internet, et des échanges de connaissances y sont effectués. En Europe aussi, la joaillerie est un secteur qui a de l'importance, mais tout y est documenté. Il existe dans notre pays une culture –commençant par les Mésopotamiens– nous ayant légué

d'innombrables œuvres magnifiques. Mais aucun document ! S'il en existe dans les archives de l'Empire ottoman, nous n'y avons pas accès.

Pouvez-vous nous décrire plus en détail les conditions d'exercice de vos activités ?

La joaillerie s'est toujours située entre artisanat et art. En Turquie, vous pouvez trouver ce qu'on appelle les bracelets de Trabzon. Depuis des siècles, ceux-ci sont façonnés de la même manière, mais cela reste un art, pas une fabrication. Tout comme le travail du cuivre, ceci est un art plastique autant qu'un artisanat. Quand un bijou devient artistique, il doit présenter toutes les caractéristiques d'une œuvre d'art, c'est-à-dire des propriétés esthétiques, une technique particulière, une production manuelle et non en série, il doit faire partie d'une collection et porter la

marque de son auteur. C'est la connaissance technique qui fait se rejoindre l'art et l'artisanat. Celle-ci doit être optimale. Elle englobe la connaissance à la fois des propriétés de l'or et de l'argent, donc de sérieuses bases en métallurgie, mais aussi celles de toutes les pierres précieuses. Comme nous utilisons parfois des matières chimiques, il faut aussi connaître la chimie. Pour le calcul des dimensions, l'architecture, les mathématiques et l'ingénierie sont prises en compte. Puis viennent les notions artistiques, pour pouvoir créer

une œuvre éveillant des sensations ou attirant l'attention. Une œuvre d'art doit-elle toujours être belle ? Non. Il suffit qu'elle attire l'attention, qu'elle éveille l'intérêt intellectuel. C'est alors que le travail de joaillerie devient de l'art, que le nom de l'auteur est reconnu et que les connaissances sont transmises d'une génération à l'autre.

Travaillez-vous avec des firmes partenaires ou préférez-vous être indépendants ?

D'un côté, nous sommes indépendants. Nous donnons beaucoup d'importance et de priorité à la formation, car nous aimons rencontrer des gens ayant fait un choix de vie dans ce secteur. D'un autre côté, nous avons aussi des commandes. Et puis il y a notre fonction de conseil auprès des entreprises et de soutien en design. Car, depuis des années, il existe malheureusement dans le secteur une tendance à la réplique. Alors que la production augmente, la créativité diminue.

Quels sont les projets d'ALEF ?

Nous deviendrons peut-être une association. En ce moment, aucun atelier ne res-



semble à ALEF. C'est en fonction des personnes qui s'intéressent vraiment aux bijoux que nous orienterons notre choix. Nous avons évidemment besoin de soutien, mais ALEF ne sera pas une simple entreprise commerciale. Peut-être ouvrirons-nous un musée, continuerons-nous la formation des nouvelles générations, ... Nous pouvons aussi créer un contexte propice aux artistes joailliers, organiser des expositions. Nous allons travailler en collaboration avec des centres de formation à l'étranger, pour appeler certains enseignants à venir ici et, de la même manière, envoyer certains de nos employés là-bas pour qu'ils nous représentent.

Qui sont ceux qui viennent à vous ? Que viennent-ils chercher ?

Ils viennent en général pour une formation. Ils cherchent à se spécialiser professionnellement où à avoir un passe-temps de qualité. Nos étudiants peuvent profiter des livres de nos archives, qu'ils soient historiques ou modernes. Puis il y a ceux qui viennent pour une commande spéciale. Par exemple un cadeau d'anniversaire pour une personne chère, et c'est ici qu'un bijou vraiment original sera préparé.

Propos recueillis par Bilge Demirkazan

Institut Français d'Istanbul : programme janvier-mars 2006



Musique

Vendredi 6 janvier à 20h

Balkanatolia

Concert sur le thème des mosaïques musicales turques et balkaniques

«Nouvelle Musique»

Cycle de concerts en collaboration avec le Département de Musique de l'Université Bilgi
Vendredi 27 janvier: « Nouvelle musique pour le trio avec piano »

Vendredi 24 février: « Quartet à cordes »

Vendredi 31 mars: « Nouvelle musique électronique »

Vendredi 28 avril: « Ensemble de musique moderne »

Vendredi 26 mai: « Concert mixte »

(Table ronde de 18h à 19h30 / entracte / concert à 20h)

Jacques Mauger

Récital de trombone et piano avec Eglantina Grapshi

Jeudi 16 février à 20 h

Université de Bahçeşehir, Salle « Fazıl Say »
Osmanpaşa Mektebi Sokak No: 4-6 Beşiktaş
Tel: (212) 236 54 90



Yinon Muallem

Vendredi 17 février à 20h

Institut Français d'Istanbul

«Real Time_fx» Bahadır Dilbaz

Performance de DJ interdisciplinaire

Mercredi 18 janvier à 22h

Balans Music Hall,

Balo Sokak No: 22 Beyoğlu

0 212 251 70 20

Théâtre

« Les Chansons de Bilitis »

Vendredi 20 janvier à 20h

Mardi 31 janvier à 20h

Mardi 7 février, mercredi 15 février à 20h

Mardi 21 et 28 février à 20h

Institut Français d'Istanbul

Danse contemporaine

Institut Français d'Istanbul

Cycle « Les frontières du corps »

Les jeudis de la danse contemporaine à

l'Institut en collaboration avec Kargart

Jeudi 2 et 9 mars à 20h30 « Le Fantôme de la Chair »

Jeudi 16 mars à 20h30 « Fatigué »

Jeudi 23 mars à 20h30 « Hair(y) – tales »

Jeudi 30 mars à 20h30 « La Voix Humaine, de Jean Cocteau »

Exposition

« Petite Mosaïque de la Physique »

19 janvier – 28 février

Vernissage : jeudi 19 janvier à 19h

Institut Français d'Istanbul

Henri Cartier-Bresson

du 28 janvier au 9 avril

Musée de Péra, Meşrutiyet Cad. No: 141

Tepebaşı 80050-Taksim

0 212 334 99 00

Toutes Des Femmes [Comme Moi]

Photographies de Filiz Kutlar

du 8 au 31 mars

Vernissage : Mercredi 8 mars à 19h

Institut Français d'Istanbul

Conférences

Journée Mondiale de la Nouvelle

Mardi 14 février à 19h

Institut Français d'Istanbul

(Traduction simultanée)

Cinéma

Journées des Documentaires

«Deux pays – Deux Documentaires»

du 1^{er} au 4 mars Institut Français d'Istanbul

4^e Festival de Films de Femmes

du 10 au 18 mars

Institut Français d'Istanbul

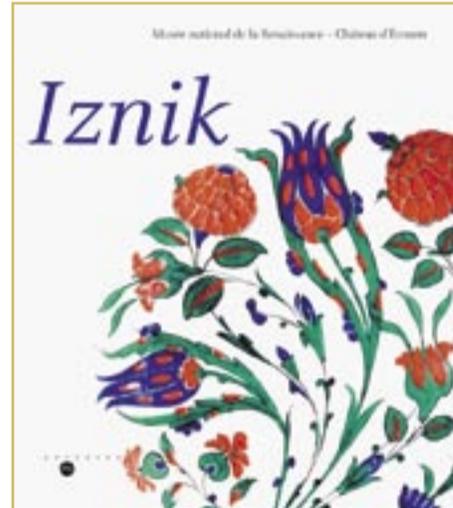
18^e Festival International du Court-Métrage

du 23 au 29 mars

Institut Français d'Istanbul

Institut Goethe

Casa d'Italia



IZNIK par Frédéric Hitzel, chargé de recherche au CNRS, et Mireille Jacotin, conservateur du Patrimoine, musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée

La Collection de céramiques d'Iznik, aujourd'hui rassemblée au musée national de la Renaissance, au Château d'Écouen fait l'objet d'une publication exhaustive par la Réunion des musées nationaux. On y découvre un ensemble exceptionnel, unique au monde, représentatif de la production de la céramique des ateliers d'Iznik des XVI^e-XVII^e siècles.

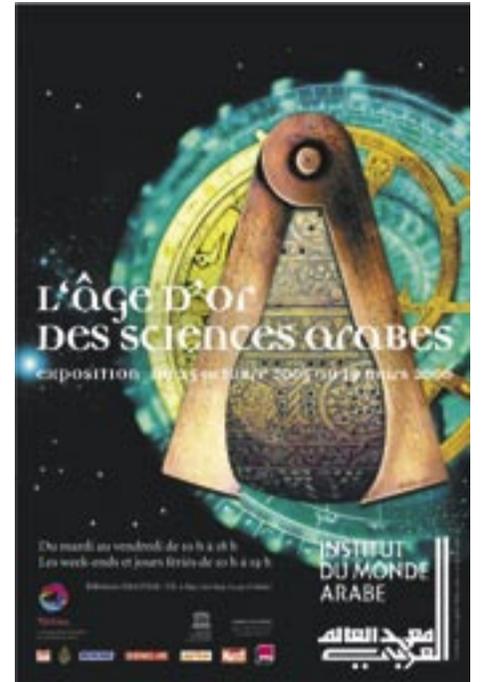
Alef, atelier de joaillerie

Entrez dans les secrets du Grand Bazar en apprenant les techniques de la création de joaillerie dans un atelier d'art privé.

Formation en continu

Tél. 0 212 241 35 58

www.alefgaleri.com



Arif Aziz, le peintre du Blanc

Professeur d'Université et artiste national de l'Azerbaïdjan. Il expose depuis le 16 décembre 2005 à Istanbul à l'Université Beykent d'Istanbul, où il enseigne.



Istanbul

Editions de La Martinière

224 pages, 135 photographies en couleurs

Le regard d'un jeune photographe sur une mégalopole singulière et riche de contrastes, Marc Moitessier, les mots choisis d'une « plume » prestigieuse, Daniel Rondeau, deux hommes qui marchent qui observent et nous interpellent pour donner à voir : ISTANBUL.

Marmara, un tour-opérateur qui marque son territoire et témoigne son attachement à faire connaître et partager la beauté d'Istanbul, par la co-édition de ce livre.

Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?
Contactez-nous au 0 216 550 22 50.

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 € Turquie 50 € Europe 11 numéros version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 50 exemplaires 300 € Turquie 400 € Europe

Prénom : Nom :

Adresse :

.....

Ville : Code postal : Pays : N° de téléphone :

Fax : Email :

Date :/...../..... Signature :

Mode de paiement pour la Turquie (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)

- virement Yapi Kredi (n° de succursale : 0217-0 Moda İstanbul

n° de compte en euros : 3005115; en YTL : 1008772)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie

Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturquie@alaturquie.com

Mode de paiement pour l'Europe (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)

- virement bancaire à l'ordre de Les Editions CVMag - Crédit Lyonnais

n° de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France

Tél. 01 42 29 78 03 Fax: 01 42 29 54 20 - Email: cvmag@cvmag.fr

alt 9-10

L'affaire suisse et le miracle Tigana



*Kemal Belgin

L'équipe nationale de Turquie n'a pas réussi à se qualifier pour la phase finale de la Coupe du Monde 2006, ne parvenant pas à obtenir une différence de buts positive lors de ses matches éliminatoires face à la

Suisse. Elle a pourtant réussi à marquer quatre buts à cette équipe suisse qui a montré tout au long des matches de groupes, et ce même contre la France, qu'elle possédait une défense solide... Voilà une situation qui montre bien l'essence même du football, du sport... Gagner et perdre... Les deux sont inévitables...

Mais, que ce soit à Berne ou à Istanbul, des événements sont intervenus avant et après les matches, qui n'ont pas leur place dans l'esprit sportif. Remarquez bien que lorsque l'on parle de ces événements, il n'est nullement fait mention de problèmes pendant les matches ! Ce qui amène à la conclusion suivante : des erreurs précédant ces rencontres sportives ont amené le chaos qui les a suivies.

Selon moi, le fait que l'équipe nationale organise un camp de six jours dans le pays où allait se jouer le premier match était une er-

reur. Cela a tendu la situation. S'immiscer dans les médias du pays aussi longtemps ne pouvait que réveiller les sentiments nationalistes des Suisses et leur donner l'occasion de ruiner la concentration des joueurs turs. Heureusement, cela n'a pas influencé le déroulement de la rencontre elle-même, et ne s'est traduit que par une célébration quelque peu exagérée de la part de certains joueurs sur le terrain, et de certains dirigeants suisses dans les tribunes. Les responsables de l'équipe turque n'ont évidemment pas tardé à protester.

Puis, alors que la revanche approchait, le vent de la fin du match précédent a continué de souffler. Encore une fois, il est heureux que le déroulement de la rencontre n'ait pas été altéré par cette tension sous-jacente. Alors que les échos du coup de sifflet final retentissaient encore, les joueurs suisses sont allés se réfugier en courant vers leurs vestiaires, spectacle en général réservé aux salles de basket-ball où la terreur est à son apogée, ce qui ne pouvait que faire exploser la situation. Certains joueurs et un responsable

de la sélection turque ont été pris dans ce tourbillon...

En ce moment même, l'enquête de la FIFA sur les événements continue... Alors que ce dossier aurait pu être refermé très rapidement, la FIFA, certainement sous l'influence de certaines pressions, fait tout pour le garder d'actualité. Pourtant, les sentences ne sont pas difficiles à imaginer : les joueurs suisses réprimandés pour leur comportement, que ce soit à domicile ou en déplacement... idem pour les joueurs turs et le responsable de l'équipe nationale turque, en

*Suisse-Turquie :
des erreurs précédant
ces rencontres sportives
ont amené le chaos qui
les a suivies.*

fonction des images prises après la rencontre à Istanbul... Pour le manque de sécurité assurée par la Fédération turque dans les couloirs du stade, une lourde amende à celle-ci ainsi que la fermeture des stades turs pour un ou deux matches nationaux. Mais surtout pas de matches joués sans spectateurs ! Car les tribunes n'ont eu aucune réaction face aux événements. Sous la pression de la Suisse, la FIFA examine les images de l'arrivée de l'équipe helvétique à l'aéroport Atatürk d'Istanbul comme

pouvant être un montage. C'est la fédération turque de football qui est suspectée d'une telle manigance. Ces soupçons sont tout simplement inadmissibles... Aurais-je été un membre de la fédération, j'aurais quitté immédiatement la salle lorsque cette hypothèse fut envisagée. Mais nos dirigeants n'eurent aucune réaction... Il ne nous reste plus qu'à attendre que la FIFA fasse justice comme elle l'a déjà fait lors d'événements semblables.

Et Tigana

À côté cette actualité négative, nous n'oublions pas de parler de l'arrivée à la tête de Beşiktaş de l'entraîneur français Jean Tigana. Il est de notre devoir d'applaudir cet homme, que j'ai eu la chance de voir jouer en chair et en os lors du Championnat d'Europe 1984 et de la Coupe du Monde 1986, ainsi qu'à l'occasion de nombreux autres matches. En lui apportant un nouveau souffle, il a réussi à relever en très peu de temps un club qui ne faisait plus que ramper, tout en donnant un exemple de football moderne. Avant que le temps ne passe, rendons à Tigana ce qui appartient à Tigana...

* Kemal Belgin, Journaliste et Enseignant à l'Université de Marmara

Mehmet Erbak : un homme actif dans une Turquie en marche

(Suite de la page 1)

a lancé en 1932 la production de boissons gazeuses rafraîchissantes. À partir des années 55, nous sommes devenus propriétaires à 100 % de la source. Ainsi, la famille Erbak exploite cette source depuis 3 générations.

Quelle est la part de marché des boissons Uludag actuellement en Turquie ?

Pour les boissons gazeuses, la part est de 17 % hormis le marché de Coca-cola qui est un marché à part. Pour les eaux minérales, cette part est de 13 à 14 %. Actuellement, nous achevons les travaux de construction de deux usines aux capacités de production trois fois plus importantes que celle existante, ce qui devrait conduire à une augmentation substantielle de notre production pour les deux produits. Ainsi, en 2007, nos produits représenteront 20 % du marché.

Les boissons Uludag sont-elles exportées ?

Bien sûr ! Environ 13 % de notre production sont exportés vers l'UE, les USA, le Canada et l'Australie. L'exportation vers l'UE a commencé en 1976 avec la location d'une usine de boissons gazeuses aux Pays-Bas. Mais dès que la Turquie a pu atteindre un niveau satisfaisant de qualité dans la production des produits d'emballage, c'est-à-dire début 90, nous avons consacré alors une partie importante de la capacité de



notre usine de Bursa à l'exportation et, à la fin de 2000, nous avons arrêté complètement notre production néerlandaise, pour exporter uniquement à partir de Bursa.

Actuellement, le droit de vente exclusive est libre dans notre pays. Concernant la libre concurrence, la législation turque n'est pas conforme aux normes européennes, ce qui défavorise les entreprises de moyenne production comme nous. Grâce

à l'harmonisation à la législation européenne, nous allons pouvoir augmenter notre taux de pénétration sur le marché turc qui n'est actuellement que de 25 à 35 % contre 99 % en Europe. Il est prévu que d'ici fin 2006, la législation turque soit au même niveau qu'en Europe.

Comment faites-vous face à la concurrence des géants comme Coca-cola ?

Face à la capacité gigantesque de tels grands groupes, notre politique est d'assurer une grande qualité, mais aussi une diversification de nos produits et enfin la fidélisation de notre clientèle.

Vous êtes membre du Conseil d'administration de BÜSIAD (Association des industriels et des hommes d'affaires de Bursa). Parlez-nous de cette association...

Il s'agit de la seconde plus grande association d'hommes d'affaires en Turquie après la Tüsiad. Dans la seconde partie des années soixante, la Chambre de commerce et d'industrie de Bursa a décidé de créer, avec des fonds américains, une zone industrielle structurée, la première de Turquie. Il a alors fallu trouver un terrain non agricole sur le plateau de Bursa. Il a ensuite fallu attirer l'attention des investisseurs turs et étrangers et, avec l'arrivée de Tofas et de Renault en 1970, l'activité de cette zone a très vite progressé. Aujourd'hui, le

département de Bursa compte 7 zones industrielles.

La ville de Bursa possède la Chambre de commerce la plus puissante de toute la Turquie. Malheureusement, la ville ne fait pas les efforts de communication qui permettraient de mieux faire connaître ses richesses ainsi que les capacités d'accueil de la zone franche de Bursa. C'est ce que

Quelles entreprises françaises sont présentes à Bursa ?

Aujourd'hui, Bursa est de loin la ville la plus importante sur le plan des investissements français en Turquie. Elle figure même parmi les dix villes les plus importantes pour les investissements français dans le monde. Renault et Peugeot produisent presque 500 000 voitures par an (Mégane et Clio) et emploient 10 000 salariés. Nous disposons d'infrastructures prêtes à accueillir d'autres entreprises françaises à Bursa. L'usine Renault a une image très importante en Turquie et particulièrement à Bursa. Je dirais même qu'aujourd'hui Renault a remplacé dans les esprits l'usine Mérimos. Autrefois, quand on disait Bursa, les gens pensaient Mérimos, l'usine de textile fondé par Atatürk dans les années 1925 ; désormais, pour moi, Renault a remplacé l'importance de Mérimos pour la ville.

L'hostilité affichée de certains hauts responsables politiques en France nuit-elle à l'image de la France dans les milieux d'affaires turs ?

Oui, malheureusement. Je constate que certains milieux en France sont en train de dégrader sérieusement les bonnes relations existant entre la France et la Turquie. Je dois avouer que je ne comprends pas et je suis, comme beaucoup d'hommes d'affaires ici, incapable d'en expliquer les raisons. Aussi, j'espère sincèrement que nos relations vont s'améliorer grâce notamment à la Tüsiad, à notre Ambassadeur en France, ainsi que par des initiatives très favorables entreprises par la France comme la Journée organisée par le Sénat et Ubifrance, le 29 novembre 2005. Une journée de rencontres réunissant des entrepreneurs des deux pays afin de tisser

de solides relations commerciales pour les années à venir.

La France est un partenaire privilégié de la Turquie et nous ferons tout pour qu'elle le reste. Mais je dois avouer que la Turquie a, de son côté, négligé longtemps son image. Aussi, nous, les membres de la Tüsiad,

avons décidé de communiquer efficacement sur la Turquie. Tüsiad, représentant 90 % des patrons des 500 plus grandes entreprises turques, est un groupement influent qui possède un grand pouvoir financier. Nous allons collaborer avec une société de lobbying belge.

Aujourd'hui, notre pays est bien engagé dans la voie des réformes nécessaires pour son intégration à l'UE. Mais les domaines dans lesquels nous devons accomplir les plus grands progrès restent, à mon avis, celui de la protection sociale et de la qualité de vie des Turcs, ainsi que celui des droits de l'homme et des femmes.

Propos recueillis par Mireille Sadège

